

l'Anticapitaliste

n°559 | 11 mars 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

UN AN DE GESTION CALAMITEUSE DE LA PANDÉMIE



FIN DES BREVETS SUR LES VACCINS

RÉQUISITION +

DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Dossier

10 ANS APRÈS FUKUSHIMA

Pages 6 et 7

ÉDITO

Assez de calomnies contre les militantEs antiracistes! Page 2

PREMIER PLAN

8 mars. De Rennes à Toulouse, de Grenoble à Paris: grèves et manifestations féministes

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Birmanie: la répression s'intensifie, la résistance s'enracine: solidarité! Page 5

LIBRE EXPRESSION

1 an de Covid-19: entretien avec Frank Prouhet, médecin généraliste Page 12



Par NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Assez de calomnies contre les militantEs antiracistes!

Ces derniers jours, une offensive politique et médiatique d'ampleur est menée contre les militantEs de l'UNEF Grenoble. Leur faute ? Avoir relayé, sur les réseaux sociaux, des photos d'un collage réalisé à Sciences Po Grenoble, dont l'objectif était de dénoncer, entre autres, les propos et attitudes racistes de deux enseignantEs.

Sous le prétexte que les noms des deux enseignantEs figuraient sur lesdits collages, une véritable cabale s'est organisée contre l'UNEF Grenoble, certains n'hésitant pas à faire de lamentables parallèles avec l'assassinat de Samuel Paty.

L'UNEF a admis une « maladresse de communication » et retiré les photos incriminées de ses réseaux sociaux, mais rien n'y fait : éditorialistes, responsables politiques, ministres s'acharnent, certains allant même jusqu'à demander la dissolution du syndicat.

C'est assez ! Les mêmes qui ont, ces dernières semaines, jeté en pâture universitaires et chercheurs en affirmant que l'université était « gangrénée » par l'« islamo-gauchisme », évoquant même, à l'instar de ce qu'a pu déclarer Jean-Michel Blanquer, des « complicités intellectuelles » avec le terrorisme, voudraient se poser en défenseurs de la liberté d'expression et des libertés académiques ? On pourrait en sourire si la situation n'était pas aussi grave.

Nous ne sommes pas dupes de ce pathétique spectacle et tenons à affirmer toute notre solidarité aux militantEs de l'UNEF Grenoble qui, quoi qu'on pense des collages incriminés, n'ont rien fait d'autre que de relayer une action militante, antiraciste et antisexiste.

La démesure de la campagne dont ils sont aujourd'hui la cible montre bien que, derrière ces militantEs, ce sont toutes celles et ceux refusant de se taire face à l'islamophobie qui sont visés, comme c'est le cas dans le cadre de l'offensive générale contre le prétextu « islamo-gauchisme ».

Le NPA continuera de dénoncer le sexism, l'islamophobie et le racisme d'où qu'ils viennent, et se tiendra au côté de toutes celles et tous ceux qui refusent de se laisser intimider par les amalgames et les calomnies réactionnaires.

BIEN DIT

L'État n'a ni le droit ni la compétence pour censurer les travaux d'universitaires qui s'appuient sur leur expertise pour contribuer à l'avancée du savoir dans nos sociétés. C'est un précédent dangereux qui ne saurait être toléré dans une société démocratique.

TRIBUNE DE 200 UNIVERSITAIRES INTERNATIONAUX, lemonde.fr, 4 mars 2021.

À la Une

CRISE SANITAIRE Un passeport pour le « retour à la vie normale » ?

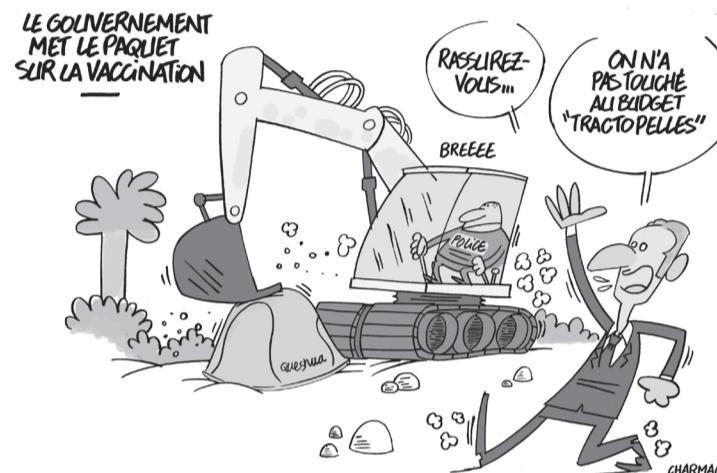
Selon le Premier ministre, le « variant anglais » du Covid-19 est désormais présent à 60 % parmi les cas testés en France. D'autres variants, le « brésilien » ou le « sud-africain », progressent eux aussi, laissant présager le maintien de la circulation du virus à un haut niveau et la possibilité d'un emballement de l'épidémie.

Tout cela n'empêche pas l'exécutif de persister, du moins en paroles, dans son « pari » d'éviter un confinement généralisé. Macron parlait, le 1^{er} mars, d'une réouverture des magasins et lieux de culture fermés d'ici « quatre à six semaines » et Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement, évoquait, le 3 mars, un « retour à une vie plus normale [...] peut-être dès la mi-avril ».

Un possible confinement généralisé ?

Dans la réalité, c'est pourtant la direction inverse qu'indiquent les mesures supplémentaires annoncées la semaine dernière par le gouvernement : extension du confinement du week-end à tout le Pas-de-Calais, nouvelles interdictions et mesures de contrôle dans les zones dites de « vigilance renforcée », qui touchent désormais trois départements supplémentaires. Cette extension progressive cherche à préparer et à faire mieux accepter un possible nouveau confinement généralisé.

Pour gagner son « pari », le pouvoir tente aussi d'accélérer la vaccination, et d'éviter ainsi un afflux trop massif vers les services hospitaliers. Mais là encore, les annonces médiatiques (plus de 40 000 vaccinations en un week-end) ne peuvent masquer la réalité. Le seul moyen sûr pour arriver rapidement à une immunité collective serait de mettre fin aux brevets et de faire produire les millions de doses nécessaires par la réquisition des capacités de production de l'industrie pharmaceutique, ce que le pouvoir se refuse à faire. Restant à la merci de l'approvisionnement par les laboratoires producteurs de vaccins, l'exécutif risque, une nouvelle fois, d'être loin des objectifs annoncés.



« Passeport » et « pass sanitaire », des solutions pour la suite ?

Portée depuis des mois par les entreprises du transport aérien, l'idée d'un « passeport vaccinal » est aujourd'hui largement reprise dans les milieux patronaux, parmi les dirigeants de l'Union européenne et ceux d'États, en particulier là où la place de l'industrie touristique est déterminante (Grèce, Autriche, État espagnol...). L'attestation d'une vaccination, supposée être le garant de la non-contagiosité, deviendrait le sésame indispensable pour prendre un avion ou entrer dans un pays.

Elle ne protégerait pas pour autant les peuples du Sud privés de vaccins qui accueilleraient des touristes avec leur passeport sanitaire. Ce serait l'équivalent d'un droit de contaminer puisque le vaccin diminue les formes graves, mais pas forcément les contaminations. Réticent jusqu'alors, en raison du très faible taux de vaccination

dans le pays, l'exécutif français reprend aujourd'hui l'idée du passeport et envisage même l'élargir. Le 25 février, Macron traçait la perspective d'un « pass sanitaire », en vue de la réouverture des lieux culturels et de convivialité, ou pour assister à des spectacles.

La première fonction de ce « pass » qui serait lié à l'application « Tous anti-Covid » serait d'identifier les personnes fréquentant un lieu afin de pouvoir, le cas échéant, découvrir et remonter les chaînes de contamination.

La seconde serait d'autoriser l'accès ou non aux bars, restaurants, salles de sport, cinémas, et de permettre la participation aux grands événements culturels et sportifs (festivals, compétitions, etc.)

Compte tenu du faible niveau de la couverture vaccinale, le « pass » attesterait soit de la vaccination,

soit d'un test négatif récent (48/72h) soit d'une autre forme

d'immunité acquise (personne ayant eu la maladie).

Ce projet doit être combattu à plusieurs titres

Outre les problèmes de confidentialité des données de santé et de traçage de nos activités que poserait le « pass », il serait source d'une « citoyenneté à deux vitesses ». Elle opposerait ceux qui, s'étant fait vacciner, pourraient aisément accéder à certains lieux et services et les autres, pour qui l'accès serait rendu beaucoup plus difficile voire impossible. Cette inégalité de traitement serait d'autant plus injuste qu'elle résulterait, pendant encore des mois, de l'impossibilité, pour des catégories entières de la population (notamment les plus jeunes) de se faire vacciner.

Enfin, le pass sanitaire serait un moyen, bien dans le style de l'exécutif, de contraindre, de fait, à la vaccination, tout en prétendant laisser à chacunE le libre choix, au lieu de mener une bataille de persuasion pour convaincre.

On peut enfin craindre que l'exigence du pass sanitaire ne s'étende au domaine du travail et de l'entreprise. Les tentatives pour imposer la vaccination aujourd'hui aux soignantEs pourrait demain concerner d'autres professions en contact avec le public (par exemple la restauration). Faudra-t-il désormais montrer son « pass sanitaire » pour obtenir un emploi ? Cette mesure hypocrite, discriminatoire et contre-productive doit être combattue, en même temps que doit se renforcer la campagne autour de l'appel « *Stop brevets, réquisition* » pour créer les conditions d'une vaccination rapide et sûre susceptible de rencontrer une adhésion très large et de vaincre les réticences.

Jean-Claude Delavigne

SCIENCES PO GRENOBLE

Nous ne renoncerons pas à lutter contre l'islamophobie

Depuis le jeudi 4 mars, l'extrême droite et la droite s'acharnent sur l'UNEF Grenoble. Le prétexte est le fait que le syndicat ait publié des images d'un collage dénonçant le sexism à l'IEP et des propos islamophobes.

La polémique remonte à la préparation en novembre d'une « Semaine de l'égalité » organisée à l'IEP lors de laquelle des enseignants ont empêché la

tenue d'un séminaire sur le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie, organisé par une de leur collègue. Ils voulaient lui imposer de retirer le terme islamophobie des thématiques abordées.

Propos et comportements islamophobes

Le déferlement de mails ayant abouti à cette entrave qualifiaient le terme islamophobie d'« *arme idéologique dans une guerre mondiale menée par des « Fous de Dieu »* » et amalgamaient islam et terrorisme : « Si vous me dites que les terroristes se trompent et que ce n'est pas l'islam

alors pourquoi n'y a-t-il pas des millions de musulmans dans la rue pour le crier haut et fort immédiatement après chaque attentat ? » Enfin dans un mail adressé le 25 février à touTEs les étudiantEs d'un cours de Sciences Po, on pouvait lire : « Je demande à tous les étudiants qui appartiennent au syndicat dit « Union syndicale » [le syndicat qui avait révélé les propos islamophobes] de quitter immédiatement mes cours et de ne jamais y remettre les pieds ».

Ainsi, des enseignants ont empêché la tenue d'un séminaire portant sur l'islamophobie, proférant des propos islamophobes et excluant

de leurs cours les étudiantEs pour leur appartenance syndicale. Ils ont aussi gravement porté atteinte à la liberté académique d'une enseignante-chercheuse, dénigrant le résultat de ses recherches par leurs opinions personnelles. La direction de l'IEP, prévenue de leurs agissements, ne les a nullement condamnés et a laissé la situation dégénérer, n'apportant aucun soutien à l'enseignante-chercheuse, ni aux étudiantEs heurtés par les propos islamophobes et anti-syndicaux.

Instrumentalisations

Les collages du 4 mars apparaissent ainsi dans ce contexte extrêmement dégradé, où les libertés académiques et syndicales ont été bafouées, et où les propos islamophobes se multiplient. Malgré la gravité de ces actes, l'UNEF Grenoble a rapidement choisi de retirer de ses réseaux les images

Un monde à changer

LES SANS-PAPIERS VEULENT ÊTRE RÉGULARISÉS. Tout étranger majeur non européen doit être titulaire d'un document autorisant son séjour, délivré par les préfectures à la suite du dépôt d'un dossier. Or, depuis des mois, l'accès au guichet des préfectures est pratiquement fermé pour les étrangerEs, surtout pour ceux qui vivent, travaillent, étudient parmi nous et qui souhaitent régulariser leur situation par la procédure de l'admission exceptionnelle au séjour. La dématérialisation est détournée de son rôle. Sous prétexte de faire disparaître les files d'attente, on renvoie chacun à l'écran de son ordinateur ou plus souvent de son téléphone pour trouver des RDV quasi inexistant et accéder enfin à une première demande ou à un renouvellement. Le système favorise les trafics de revente de RDV. Mais surtout il accroît la précarité des personnes, souvent des parents et leurs enfants.

Cette pénurie organisée de RDV aggrave l'angoisse et la souffrance sociale pour tous ceux qui doivent supporter plus longtemps l'exploitation du travail non déclaré, les marchands de sommeil, le manque de ressources. Surtout cette pénurie organisée permet d'appliquer sans l'avouer une logique politique : moins de dossiers, moins de régularisations. Des milliers de personnes sont condamnées à rester dans la précarité.

Ces pratiques préfectorales sont contraires à la loi : chacun devrait pouvoir

déposer un dossier, recevoir un récépissé de dépôt, faire l'objet d'une décision et exercer son droit de recours en cas de refus. C'est aussi le cas des jeunes devenant majeurs : le Code du séjour les oblige à solliciter leur régularisation dans leur 19^e année, mais ils ne peuvent trouver de RDV depuis des mois, leur parcours de formation est fragilisé, leur insertion professionnelle compromise. Déjà, le Conseil d'État a rendu plusieurs arrêts indiquant que la dématérialisation ne pouvait être la seule voie d'accès aux préfectures et que les étrangers pouvaient saisir la justice administrative en cas d'impossibilité d'obtenir un RDV. Le tribunal administratif de Rouen vient de juger illégal l'arrêté préfectoral qui organisait la dématérialisation totale des procédures, sans possibilité d'accès physique aux guichets. Ailleurs des jugements identiques devraient suivre.

Ministres et préfets font la sourde oreille et refusent de prendre les mesures nécessaires pour régler le problème et changer de logique. C'est pourquoi nos associations continuent à se mobiliser et cette mobilisation paye puisqu'elle a permis déjà de débloquer des dizaines de dossiers.

Le 12 mars, nous ferons un 3^e dépôt collectif de référés auprès des tribunaux administratifs pour imposer aux préfectures la délivrance de RDV.

Texte signé par plus d'une trentaine d'associations, collectifs et syndicats

8 MARS De Rennes à Toulouse, de Grenoble à Paris : grèves et manifestations féministes

À l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, un mouvement féministe jeune, divers, bien vivant, en pleine reconstruction, a occupé les rues et les places.

Cen n'était pas gagné. On pourrait même dire que les obstacles se cumulaient. Sur fond de crise sanitaire qui plombe les mobilisations sociales depuis des mois, un 8 mars qui tombe un lundi sous couvre-feu à 18 h, jour de rentrée scolaire pour un tiers des académies et, pour le moins que l'on puisse dire, une absence de cadre reconnu comme direction commune. Et pourtant ce sont des dizaines de milliers de femmes qui se sont mobilisées pour affirmer l'actualité combative de cette date symbolique, dominée par la volonté de mettre un stop à toutes les violences contre les femmes. Finalement la crise sanitaire et sa gestion autoritaire par le pouvoir n'a fait que démultiplier les raisons de la colère féministe et cela s'est entendu.

Une dynamique riche de sa diversité

Pour être sûres de faire exister cette échéance, des cadres divers ont multiplié les initiatives. Dès le samedi 6 mars, des milliers de femmes sont descendues dans la rue : à Nice pourtant confinées des centaines de femmes ont manifesté à l'appel d'un collectif Nous Toutes. À Strasbourg ce sont plusieurs collectifs qui ont appelé à une marche «en mixité choisie», fermée aux «hommes



cisgenres» avec la présence remarquée de nombreuses femmes kurdes.

À Lille un collectif 8 mars a réuni plus de 1000 personnes pour «la fin de l'impunité pour les violences sexistes et sexuelles et l'inceste» et la «PMA pour tou·te·s». À Annecy, plus de 600 manifestantes, des dizaines à Alençon ou Orléans, des centaines à Saint-Denis à l'appel des Dionysiennes ou à Montreuil (93). Dimanche des dizaines de personnes à Tulle à l'appel d'un Collectif 8 mars, des milliers place de la République à Paris pour un rassemblement «festif et politique» organisé par On arrête toutes, mais dont la préfecture avait

interdit le caractère festif au nom de l'état d'urgence sanitaire !

Grève féministe

«Le 8 mars, nous serons en grève avec les femmes du monde entier pour refuser toutes et tous ensemble de payer le prix de la crise avec notre travail, notre salaire, notre corps» : c'était l'appel lancé par 37 organisations syndicales (CGT, FSU, Union syndicale Solidaires), associatives (On arrête toutes, Planning familial, Osez le féminisme...), soutenues par des partis politiques et relayé par exemple par un appel de 100 syndicalistes à Toulouse. Si ces appels n'ont pas

déclenché une grève générale, ce que personne ne pensait, ils ont permis à des dizaines de milliers de femmes et à leurs alliés de se retrouver dans les rues ce lundi 8 mars, en même temps que les femmes du monde entier. 6 000 à Toulouse, 2 000 à Rennes ou à Bordeaux, Nantes, plus de 10 000 à Paris, 500 à Rouen pour les chiffres dont nous disposons. Des salariées premières de corvée et de précarité, dans la santé (dont des sage-femmes en grève ces derniers jours), le commerce, l'éducation, dans les quartiers populaires, des femmes kurdes, ouïghoures, sud-américaines, des personnes LGBTI mobilisées contre les violences sexistes et pour la PMA, et surtout des jeunes femmes étudiantes ou lycéennes, en première ligne contre les violences psychologiques, conséquences de la crise sanitaire qui aiguise encore davantage les insupportables violences de cette société patriarcale. Toute la diversité des revendications a construit la richesse et la dynamique de cette journée, tout en collages, en chorales et en slogans.

Pour faire un pas en avant et permettre d'envisager des victoires, il y a urgence à ce que cette dynamique, tout en conservant la richesse de sa diversité, se structure dans la construction d'un mouvement féministe autonome qui élabore ses revendications communes, fixe son agenda, et en appelle à des alliés pour construire le rapport de forces.

Cathy Billard

Le chiffre 40 %

Le 7 mars, l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France a communiqué un «ordre ferme» aux hôpitaux et cliniques de déprogrammer 40 % des activités médicales et chirurgicales, dans le but d'augmenter le nombre de lits de réanimation dédiés aux malades du Covid. Et pendant ce temps-là, le gouvernement se félicite de «bien gérer la crise».



Agenda

Jeudi 11 mars, rassemblements contre les brevets sur les vaccins anti-Covid, Paris. À 10 h 30, à Paris Bercy devant le ministère de l'Économie et des Finances, organisé par la FNIC-CGT. À 15 h, devant le siège social de Sanofi, 54, rue de la Boétie Paris 8^e, organisé par Sud-chimie & solidaires.

Jeudi 11 mars, réunion publique en ligne du NPA à l'occasion des 10 ans de Fukushima, Chambéry (73).

«10 ans après Fukushima, où en est le mouvement antinucléaire?» À 18 h 30 par zoom avec Dominique Malvaud. Lien zoom : <https://zoom.us/j/94722714966?pwd=SE1ldFFKUHdpGeweG9ldSI3N3FDZz09>, ID de réunion : 947 22714966, Code secret : uGtxn4.

Lundi 15 mars, rassemblement contre la répression étudiante, Nanterre (92). À 12 h 30, tribunal de grande instance de Nanterre.

Samedi 20 mars, marche des solidarités, Paris. À 14 h, Luxembourg (RER B).

NO COMMENT

L'islamo-gauchisme ne cesse de gagner du terrain en s'alliant à l'écoféminisme et au mouvement décolonial pour former cette fameuse «cancel culture woke» qui met peu à peu en place à l'université la chape de plomb d'une véritable police de la pensée.

LUC FERRY, lefigaro.fr, 3 mars 2021.

du collage dénonçant ces propos afin de ne pas heurter des personnels de l'établissement. La droite et l'extrême droite ont cependant persisté à diffuser ces images tout en instrumentalisant la mort atroce de Samuel Paty afin d'accuser le syndicat étudiant de mise en danger de la vie des enseignantEs. Loin de défendre une liberté d'expression qu'ils ont particulièrement restreinte en votant les lois «sécurité globale» et «séparatisme», ces personnalités cherchent à censurer les dénonciations des propos islamophobes. Le gouvernement, qui ne cesse d'utiliser la rhétorique de l'extrême droite contre les musulmanEs, multiplie également les condamnations. Enfin, le procureur de Grenoble, Éric Vaillant, a annoncé l'ouverture d'une enquête pour «injure publique envers un particulier par parole, écrit, image ou moyen de communication

au public par voie électronique» et «dégradation ou détérioration légère de bien».

Solidarités et riposte

Ces syndicalistes étudiants ont rempli leur rôle de défense des intérêts matériels et moraux des étudiantEs : dénoncer tout discours discriminant et se battre pour une université ouverte à toutes et tous. Nous les soutenons, de nombreuses personnes ont déjà été victimes d'agressions racistes ou islamophobes, et c'est pour cela que nous ne pouvons laisser ces idées réactionnaires s'étendre. Nous restons également attentifs aux risques de poursuites judiciaires, nous refusons que des étudiantEs soient poursuivis pour avoir dénoncé ces propos. Nous devons enfin poursuivre la mobilisation face aux réactionnaires et face aux discriminations dans nos lieux

d'études comme dans nos lieux de travail et dans le reste de la société ! Les nombreux soutiens (#SoutienUnefGrenoble), comme le communiqué unitaire des organisations syndicales de personnels et d'étudiantEs du campus, sont une première étape dans la riposte qu'il faut construire contre l'extrême droite, l'islamophobie et le racisme ainsi que pour la défense des libertés individuelles et collectives. Il en va de la responsabilité des organisations de notre camp social. La manifestation étudiante contre la précarité et pour la réouverture des facs du 16 mars (12 h départ CROUS de Grenoble) et la manifestation unitaire contre le racisme et l'islamophobie le 21 mars (14 h départ MC2) sont des étapes importantes pour exprimer à une échelle de masse la solidarité et la riposte face aux réactionnaires de tous bords.

Correspondants



l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 4227
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 4231
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 4228
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.

SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Amandine Bragard

Impression :
Photographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 4222
Fax : 0148 59 2328
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



GRÈCE La liberté d'expression et la liberté de réunion attaquées

Alors que le gouvernement pousse un gréviste de la faim à la mort, au cours des dernières semaines, le peuple grec est devenu le témoin de violations flagrantes de ses droits politiques et d'un mépris manifeste de l'État de droit, sans précédent depuis la chute de la junte militaire grecque en 1974.

Le prisonnier Dimitris Koufontinas, membre de l'organisation de guérilla «17N», aujourd'hui dissoute, est en grève de la faim depuis 56 jours et en grève de la soif depuis 11 jours [au 4 mars], pour demander à la justice de faire valoir ses droits légaux concernant la prison dans laquelle il doit purger sa peine. La légalité de sa demande a été reconnue par Amnesty International, le médiateur grec, l'Association hellénique des juges et des procureurs, des avocats, des universitaires et par la majorité des partis politiques d'opposition.



DR

Offensive tous azimuts contre la démocratie

Cependant, le gouvernement continue de refuser à Koufontinas ses droits légaux et semble déterminé à le pousser à la mort. Des milliers de citoyens sont descendus dans la rue pour protester contre le mépris du gouvernement pour l'État de droit. En réponse, le gouvernement a décidé d'adopter une approche encore plus stricte en brisant les rassemblements et en usant de la force et de la brutalité policière contre des manifestantEs pacifiques. Plusieurs personnes ont été arrêtées simplement parce qu'elles avaient participé à une manifestation et, dans de nombreux cas, de fausses accusations ont été portées contre elles. Les photographes de presse qui ont enregistré les manifestations ont également été attaqués par les forces de police, ce qui témoigne clairement de l'hostilité du gouvernement à l'égard de la liberté de la presse.

L'attaque contre la démocratie s'est même infiltrée dans les médias sociaux. Ces derniers jours, Facebook a limité ou supprimé les comptes privés des avocats qui avançaient des arguments juridiques en faveur du cas de Koufontinas, des journalistes qui critiquaient le gouvernement pour sa position actuelle et des photographes de presse qui téléchargeaient des photos ou vidéos montrant les manifestations de masse et la brutalité des forces de police. Même les pages des organisations politiques, y compris la page de Synantissi, ont été partiellement censurées ou supprimées pour avoir soutenu la légalité des droits de Koufontinas. Des posts ont été effacés, des commentaires ont été supprimés, et même des événements en ligne et des conférences de presse en rapport avec cette question ont été interdits. Pour justifier la politique de Facebook, ses administrateurs ont avancé l'affirmation scandaleuse que toutes ces personnes et organisations font la promotion du terrorisme. Cette justification manifestement infondée est en résonance totale avec la tentative des médias pro-gouvernementaux d'attribuer à toute voix dissidente une tonalité extrémiste, afin de justifier l'attitude du gouvernement, celle de la vengeance contre Koufontinas.

La liberté d'expression et de réunion est attaquée en Grèce. Tolérer que l'État viole les droits de Koufontinas aujourd'hui, ce serait créer un mauvais précédent débouchant sur la violation des droits de chacun demain. C'est pour éviter cela que nous sommes mobiliséEs. C'est pourquoi nous avons besoin de votre soutien et de votre participation. Nous résisterons. Nous vaincrons. Pour la dignité, la justice et la liberté !

Synantissi (Rencontre pour une gauche internationale et anticapitaliste)

BIRMANIE La répression s'intensifie, la résistance s'enracine : solidarité !

Cinq longues semaines après le coup d'État du 1er février, le vaste mouvement de désobéissance civile se poursuit en Birmanie, malgré le durcissement de la répression. La solidarité avec la résistance birmane s'affirme, la junte doit être isolée sur le plan international.

La résistance populaire est beaucoup plus massive et résiliente que l'armée ne l'avait prévu. Le fonctionnement de l'administration est grippé par l'entrée massive en grève de fonctionnaires. Le système bancaire est à l'arrêt. Le représentant du pays à l'ONU dénonce le coup d'État alors qu'il avait été choisi avec l'aval des militaires, ainsi que de nombreux diplomates. Quelque 600 policiers ont fait déféction, certains trouvant refuge en Inde. De grands entrepreneurs s'inquiètent des conséquences économiques du putsch. L'Union européenne suspend officiellement l'aide qui pourrait bénéficier à l'armée. Le président Biden bloque le transfert d'un milliard de dollars de la Banque de la Réserve fédérale de New York vers la Banque centrale du Myanmar. De par sa puissance, le mouvement de désobéissance civile interdit la normalisation rapide du régime tant sur le plan intérieur qu'international.

Autodéfense des quartiers et villages

Face à la répression (plus de 50 personnes tuées, quelque 1750 détenus), la résistance organise une autodéfense non armée des quartiers et villages, pour enrayer les déplacements militaires. Les activistes connus entrent en clandestinité. Les contacts sont renforcés avec l'émigration birmane et les mouvements de solidarité



WIKIMEDIA COMMONS

dans les pays limitrophes (essentiellement la Thaïlande). Le Mouvement de désobéissance civile (MDC) constitue le premier cadre de coopération entre, notamment, la génération Z (la jeunesse scolarisée), la fédération syndicale CTUM qui a appelé le 8 février à la grève générale, des comités populaires locaux. La Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi, qui avait emporté haut la main les élections de novembre 2020, a reconstitué un gouvernement qui demande à être reconnu par l'ONU. Enfin, un «Comité de grève générale des nationalités», représentant plus de 24 groupes, avait été fondé le 11 février. La moitié des organisations armées ethniques ont menacé la junte de ripostes en cas d'attaque par l'armée ou la police des manifestantEs du MDC sur leur

territoire, sans pour autant soutenir Suu Kyi et la LND. L'État Karen en particulier, dans l'est du pays, s'est engagé à protéger et à nourrir tout membre des forces armées se rangeant aux côtés du Mouvement de désobéissance civile.

L'armée espère épuiser la résistance

Aucune déféction, cependant, n'est signalée du côté de l'armée. Elle forme un corps très homogène où les familles de soldats vivent en circuit fermé. Elle constitue un pouvoir qui double, de haut en bas, l'administration civile et use, à chaque niveau, de sa capacité d'influence sur la société. Contrôlant deux grands conglomérats ainsi que le trafic de pierres précieuses ou de bois, «l'économie kaki» est un capitalisme de clientèle,

à même de coopter jusqu'à des figures de l'opposition bamar (l'éthnie majoritaire vivant dans le delta de l'Irrawaddy). Un bras de fer est engagé pour se rallier les représentants de minorités ethniques. Les militaires ont les moyens de mettre en œuvre la politique universelle du «diviser pour régner». Ils peuvent aussi organiser le chaos, la disette, et en faire porter la responsabilité à la résistance. En combinant terreur, corruption et appauvrissement d'une population déjà durement frappée par le Covid, ils espèrent épuiser la résistance.

Cette dernière reçoit cependant une aide précieuse. Des millions de kyats (la monnaie locale) ont été envoyés de Thaïlande où se trouvent 70 % des travailleurEs immigrés birmans. L'appel au boycott international des produits de l'économie kaki s'organise, grâce à des plateformes internet. La responsabilité des entreprises étrangères équipant les forces de répression de la junte, comme en cybersécurité, est dénoncée.

En matière d'investissements et de commerce, l'insertion de l'économie birmane est avant tout régionale : Singapour, la Chine, la Thaïlande, l'Inde... Cependant, quelques multinationales occidentales jouent un rôle majeur. C'est, notamment, le cas du secteur pétrolier avec Chevron (États-Unis) et le français Total qui déclare avoir payé près de 230 millions d'euros en 2019 de taxes et actions au gouvernement birman. C'est au peuple birman que Total doit aujourd'hui rendre des comptes.

Pierre Rousset

PÉROU Des milliers de femmes amérindiennes demandent justice pour des actes de stérilisation forcée

Aujourd'hui, lors d'audiences publiques qui ont commencé au début de l'année 2021, des milliers de ces femmes demandent justice pour ce qu'elles disent être des procédures de stérilisation forcée appelées ligatures des trompes.

«Planification familiale»

La stérilisation était une partie cachée de la politique de «planification familiale» de Fujimori, qui visait à donner aux femmes «les outils nécessaires [pour qu'elles] prennent des décisions concernant leur vie». Mais en fait, comme le révèlent les documents gouvernementaux publiés par le bureau du médiateur des droits de l'homme du Pérou en 2002, le régime considérait le contrôle des taux de natalité comme un moyen de lutter contre «l'épuisement des ressources» et le «ralentissement économique». Il s'agissait là d'euphémismes pour ce que Fujimori, et d'anciens dirigeants du Pérou, appellait le «problème indien» – des taux de natalité plus élevés chez les Amérindiens que chez les Péruviens d'origine européenne. Et comme les femmes d'origine Quechua avaient le taux de pauvreté le plus élevé du Pérou, elles étaient la principale cible du gouvernement pour le «planning familial».

Le régime du dictateur péruvien Alberto Fujimori (de juillet 1990 à novembre 2000) a stérilisé 272 028 personnes entre 1996 et 2001, dont une majorité de femmes amérindiennes issues de zones rurales pauvres – et certaines sans leur consentement.

Plutôt que d'obtenir des consultations sur leurs droits génésiques [qui ressortissent à la reproduction sexuée], comme le faisaient d'autres femmes péruviennes lorsqu'elles se rendaient dans les cliniques publiques, les femmes indigènes se voyaient proposer des méthodes de «planification familiale», dont l'une était la ligature des trompes.

Premières audiences officielles

Les Amérindiens péruviens sont largement reconnus comme des victimes particulières de la dictature de Fujimori. Mais les recherches sur les récits des femmes indigènes montrent que le crime de stérilisation forcée a été minimisé dans le passé péruvien post-Fujimori. En janvier 2021, les premières audiences officielles du gouvernement sur les stérilisations forcées ont commencé à Lima. Mais elles ont été suspendues après seulement une journée, lorsque le juge Rafael Martín Martínez a déterminé que le tribunal avait besoin de plus de traducteurs pour la grande variété de dialectes quechua parlés par les victimes.



Un chemin encore long

Les audiences ont donné à des milliers de femmes amérindiennes du Pérou l'espoir que leurs agresseurs puissent enfin être tenus pénallement responsables de la violation de leurs droits reproductifs, de la privation d'enfants et de la déclinaison de la population indigène en empêchant les naissances des générations futures.

Et les récents changements législatifs donnent désormais aux victimes de stérilisations forcées le droit à des réparations médicales, financières et éducatives, et éventuellement à des excuses officielles.

Mais la route est donc longue avant que Fujimori ne soit réellement condamné pour violences reproductives à l'encontre des femmes indigènes. Ses victimes, qui racontent maintenant leur histoire publiquement, savent combien de fois leurs affaires ont été rejetées par le passé en raison d'une «information insuffisante» et combien leur voix a été marginalisée dans le processus de justice transitionnelle du Pérou.

Nusta Carranza Ko

Version intégrale sur alencontre.org.

ÉTATS-UNIS Un syndicat chez Amazon ? En Alabama, ils et elles essaient !

Pour le syndicat, ce vote sera un véritable défi, car les taux de syndicalisation sont faibles dans le Sud et que seulement 8% des travailleurEs de l'Alabama sont couverts par un syndicat.

Ventes en nette augmentation

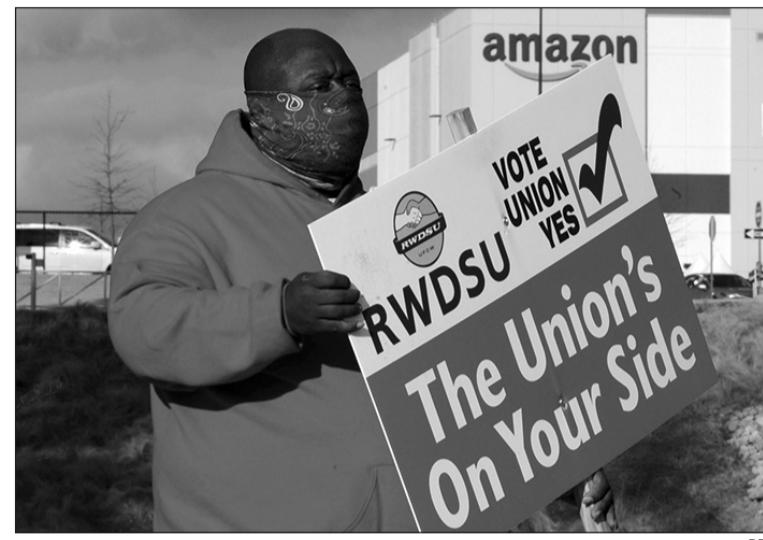
Le commerce électronique, Amazon Prime Video et les supermarchés Whole Foods ont rendu l'entreprise extrêmement riche, puissante et influente. Tirées en grande partie par la pandémie, les ventes nettes d'Amazon en 2020 ont augmenté de 38%, à 386,1 milliards de dollars et Jeff Bezos, fondateur et PDG de la société, a une fortune évaluée à 190 milliards de dollars.

La pandémie a conduit des millions de personnes au cours de cette dernière année à commander des vêtements et des articles ménagers via Amazon, à acheter de la nourriture livrée par Whole Foods et à rester à la maison et à regarder des films sur Amazon Prime. Pour répondre à cette demande, l'entreprise a embauché 427 300 employéEs au cours de la période allant de janvier à octobre, portant ses effectifs mondiaux à 1,2 million. Ces nouveaux et nouvelles travailleurEs – 1400 par jour – représentaient une augmentation de 50% de ses effectifs. En outre, Amazon emploie 500 000 employéEs «contractuels» (forme de CDD auxquels l'employeur est dispensé de fournir des droits sociaux – NDLR) supplémentaires.

Débat national

Aux États-Unis, les travailleurEs peuvent obtenir la reconnaissance de leur syndicat grâce à une élection organisée par le National Labour Relations Board (Bureau des relations du travail). Premièrement, le syndicat, en l'occurrence le Syndicat de la

Le petit David peut-il battre Goliath ? Telle est la question à Bessemer, en Alabama, où 5800 employéEs des entrepôts voteront ce mois-ci pour savoir s'ils veulent ou non un syndicat dans l'implantation locale d'Amazon. S'ils votent pour se syndiquer, ce sera la première campagne syndicale réussie chez Amazon aux États-Unis.



travailleurEs d'Amazon. L'un est une coalition de syndicats et de groupes noirs et latinos appelée Amazonians United, et un autre, appelé Athena, est composé de travailleurEs, de communautés et de consommateurEs. Ils ont organisé quelques petits débrayages dans divers États. RWDSU, le syndicat qui organise l'entrepôt Amazon à Bessemer, représente les travailleurEs de la vente au détail chez Macy's et Bloomingdale's et fait partie du Syndicat des travailleurs unis de l'alimentation et du commerce, qui a réussi à organiser des usines de volaille dans la région. Les préoccupations des travailleurEs concernant la santé pendant la crise du Covid ont contribué à alimenter cette campagne syndicale chez Amazon.

Amazon est la dernière d'une série de campagnes de syndicalisation de haut niveau et à enjeux élevés dans les usines automobiles et dans les magasins Walmart. Ces campagnes ont échoué en grande partie pour trois raisons. Premièrement, le Sud, autrefois le foyer de l'esclavage et de Jim Crow, reste une région largement sans syndicats et à bas salaires. Deuxièmement, dans le Sud, le Parti républicain, antisocial, domine le gouvernement à tous les niveaux. Troisièmement, de nombreux travailleurEs ont été endoctrinés au fil des ans par les idées de droite, y compris l'opposition aux syndicats. Si le syndicat veut gagner cette fois, les travailleurEs devront surmonter tout cela dans la lutte pour la dignité. Ils le peuvent, mais ce ne sera pas facile.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

vente au détail de la vente en gros et des grands magasins (RWDSU), a dû prouver l'intérêt des travailleurEs, ce qu'il a fait en persuadant 2000 travailleurEs de signer des cartes disant qu'ils voulaient une élection. Désormais, les travailleurEs votent, un processus qui se poursuit jusqu'à la fin du mois de mars. Pendant ce temps, les organisateurs syndicaux distribuent de la documentation à l'usine tandis que l'entreprise tient des réunions avec les travailleurEs où elle leur dit que le syndicat leur coûtera trop d'argent en cotisations. La campagne syndicale chez Amazon a attiré l'attention nationale. Le président Biden a publié une vidéo dans laquelle il a exprimé sa solidarité avec les travailleurEs, disant : «*Il ne devrait y avoir ni intimidation, ni coercition, ni menaces, ni propagande antisocial.*» L'acteur Danny Glover a visité les piquets syndicaux autour

de l'entreprise pour montrer sa solidarité et offrir des encouragements. Les employéEs d'Amazon dans l'entrepôt – qui doivent scanner jusqu'à 300 articles par heure – gagnent 15 dollars de l'heure, plus qu'ils et elles ne gagneraient dans le commerce de détail, mais moins que la plupart des employéEs d'entrepôt. Les travailleurEs reçoivent également des prestations de santé et des régimes de retraite, bien que la rotation rapide de la main-d'œuvre signifie que beaucoup ne percevront jamais de telles prestations. Les travailleurEs d'Amazon se plaignent de problèmes musculo-squelettiques dus à des mouvements répétitifs ainsi qu'à des kilomètres de marche des sols en béton.

Des difficultés

Au cours des dernières années, deux groupes différents ont organisé les

BRÉSIL Lula de nouveau dans la course

Le point de vue «à chaud» de Roberto Robaina, dirigeant du PSOL et du Movimento Esquerda Socialista (MES), rédacteur en chef de la Revista Movimento et conseiller municipal de Porto Alegre.

C'est une victoire démocratique que Lula ait vu ses droits politiques rétablis. Dans un pays où un criminel occupe la fonction de président de la République et où d'innombrables hommes politiques impliqués dans des affaires de corruption dirigent un État pourri, les condamnations de Lula n'étaient rien d'autre qu'une décision politique : celle de ne plus accepter sa participation, quelle qu'elle soit, aux instances du pouvoir de l'État bourgeois. Sachant, en outre, que Lula avait une chance de gagner en 2018, Moro [le juge qui a emprisonné Lula et qui est devenu ministre de Bolsonaro] et le STF [Tribunal suprême fédéral] ont décidé de l'empêcher de participer à l'élection.

Les prochain mois seront très incertains

Lula peut maintenant agir librement. C'est une condition fondamentale pour tester la capacité de tous les secteurs de l'opposition à organiser la confrontation contre la tragédie que représente Bolsonaro. Lorsque Lula a été libéré, cette lutte a commencé. Mais nous savons que l'opposition politique et parlementaire n'a pas été jusqu'alors en capacité de prendre des initiatives suffisantes pour modifier le rapport de forces face au gouvernement. Quand cela s'est produit, c'est l'opposition sociale qui a fait ce travail, que ce soit le mouvement étudiant en 2019, avec les mobilisations de mai, ou en 2020, les manifestations antifascistes d'avril. Tout cela sans participation significative des partis de la gauche traditionnelle.

Les divisions de la bourgeoisie ont été un autre frein au projet bolsonariste de changement de régime politique et d'imposition de l'autoritarisme comme trait dominant de la situation nationale. Mais nous savons que la bourgeoisie s'est en fin de compte rendue complice du bolsonarisme. Ses divisions ont de l'importance, mais le facteur déterminant est la capacité du peuple à construire sa propre voie, indépendante. Quelle ligne adoptera Lula ? Quel prix la bourgeoisie et son système judiciaire exigeront-ils ? Vont-ils exiger de Lula une nouvelle allégeance à la classe dominante pour assurer son retour au pouvoir ? Les prochains mois seront très incertains.

Lula, candidat naturel ?

L'enjeu est maintenant l'appel à la mobilisation sociale, avec des casserolades, des convois automobiles, et en descendant dans la rue dès que les conditions sanitaires le permettent, ou même malgré elles, si c'est inévitable, comme cela s'est passé à côté de chez nous, au Paraguay.

Sur le terrain électoral, le débat sur la nécessité de l'unité contre Bolsonaro se poursuit. Mais, dans le cadre de la division entre partis, et avec les noms en lice, entre autres Ciro [Ciro Gomes, candidat du «centre-gauche» en 2018] et Haddad [Fernando Haddad, candidat du PT en 2018], quelle carte Lula jouera-t-il ? Celle du candidat naturel ? Nous qui défendons un projet au service des travailleurEs, en opposition à la continuité de Bolsonaro et des ultra-libéraux bourgeois, nous disons que rien n'est encore joué.

Avec Lula libre de ses mouvements, le débat sur le programme prend encore plus de poids, avec l'expérience de ses 13 années de gouvernement. Le front d'opposition de gauche et de centre-gauche contre Bolsonaro est un défi. Pour nous, un tel front peut et doit être formé. Il est clair qu'en cas de candidature de Lula sur son nom et autour d'un programme actualisé, nous défendrons encore plus, de notre côté, une logique d'indépendance de classe. C'est la raison d'être du PSOL. Le PT devra dire quelles sont les véritables conclusions de ses 13 années de gouvernement social-libéral. Le PSOL saura comment voter pour vaincre Bolsonaro et, dans le même temps, le PSOL saura choisir les tactiques pour défendre ses positions historiques et son projet anticapitaliste. Tels sont les thèmes des débats qui nous animeront dans les mois à venir.

Roberto Robaina

Article publié le 8 mars sur movimentorevista.com.br

INDE La colère gronde contre Modi

Le 23 février, un tribunal indien a accordé la liberté sous caution à la militante pour le climat Disha Ravi, 22 ans, une des fondatrices de Fridays for Future en Inde. Dix jours auparavant, elle avait été arrêtée pour son rôle présumé dans la création d'un document en ligne, destiné à amplifier les protestations des agriculteurEs. Ce document fait partie d'une enquête policière sur la prise d'assaut du complexe historique Red Fort de New Delhi par un groupe d'agriculteurs, le 26 janvier. Il s'agit de l'un des rares incidents violents des manifestations en cours, qui avaient toujours été pacifiques.

Les dirigeantEs agricoles ont condamné cette action qui a été, selon eux, menée par des agents provocateurs liés au parti au pouvoir. En réponse, le gouvernement a coupé les services internet, d'eau courante et d'électricité dans la zone des mobilisations. De plus, la police a érigé des barricades en béton, déployé du fil barbelé et martelé de longs piquets métalliques sur les routes à Singhu et sur d'autres sites de protestation clés aux frontières du Delhi, afin de restreindre la mobilité. L'enquête sur ces violences se poursuit dans le cadre des lois antiterroristes, très strictes et souvent mal utilisées.

En Inde, les mobilisations paysannes ne faiblissent pas. Luttant contre la libéralisation du secteur agricole et les atteintes du gouvernement Modi au droit du travail, agriculteurEs et ouvrierEs agricoles unissent leurs forces.



Manifestation pour la libération de Disha Ravi, Delhi, 21 février 2021. DR.

Répression brutale

Le 22 février, plus de 100 000 agriculteurEs et ouvrierEs agricoles ont participé au rassemblement du Mazdoor Kisan Ekta (Grande unité des travailleurs et paysans). Il s'est tenu dans le plus grand marché de céréales alimentaires de Barnala, au Pendjab, pour protester contre les lois agricoles et pour renforcer la solidarité entre ouvrierEs et agriculteurEs. Ils et elles y ont également lancé un appel à la libération des militantEs syndicaux Nodeep Kaur, 24 ans, et Shiv Kumar, 25 ans, emprisonnés et torturés depuis le 12 janvier pour avoir mobilisé les travailleurEs. La police les a arrêtés pour extorsion et tentative de meurtre en représailles

d'une manifestation que Kaur et ses collègues de la Mazdoor Adhikar Sangathan (Organisation des droits des travailleurs) ont organisée devant une usine dans la zone industrielle de Kundli, près de Singhu, pour réclamer des salaires impayés. Si Nodeep Kaur a été libérée sous caution le 26 février, son camarade Shiv Kumar est dans l'attente d'une audience, prévue le 16 mars.

Des travailleurEs unis

En décembre, le syndicat avait mobilisé 2000 travailleurEs pour une journée de grève en solidarité avec les agriculteurEs, tout en soulignant des questions sur le paiement de leurs salaires. Le mouvement a ainsi réussi à établir des solidarités plus larges entre une partie des travailleurEs et des agriculteurEs. Les travailleurEs, comme les agriculteurEs, s'inquiètent de la fermeture éventuelle des marchés publics. Ils servent de centres de distribution aux agriculteurEs où un prix de soutien minimum est garanti. De nombreuses et nombreux travailleurEs y trouvent un emploi comme

porteurEs et emballeurEs pendant la saison des récoltes.

Les modifications apportées à la loi sur les produits essentiels sont une autre préoccupation. Elles exemptent les céréales, les légumineuses, les oléagineux, les pommes de terre, les oignons et les huiles comestibles des restrictions en matière de stockage, ce qui, selon certains, pourrait conduire les entreprises à accaparer ces biens. Cela entraînerait une hausse des prix et rendrait la nourriture inaccessible aux pauvres. De plus, 250 agriculteurEs ont perdu la vie depuis le début des mobilisations le 26 novembre. Le gouvernement actuel reste obstinément opposé à l'abrogation de ces lois, car elles sont intrinsèquement liées à un programme agro-industriel mondial plus vaste.

Les dirigeantEs agricoles ont appelé les agriculteurEs du pays à être prêts à marcher avec leurs tracteurs jusqu'à Delhi pour encercler le parlement lorsque le moment sera venu.

Mary Mathai

Article publié dans le n° 384 de *solidarité* (Suisse).

UN « RETOUR À LA NORMALE » ? VIVRE EN MILIEU CONTAMINÉ, NON MERCI !

Dix ans après le début des retombées radioactives liées à la catastrophe de Fukushima, le gouvernement japonais tente de faire croire à un « retour à la normale ». Avant la décision de report des JO, la flamme olympique devait parader durant trois jours dans la province de Fukushima. Les autorités ont rouvert la quasi-totalité de la zone impactée, en toute « transparence » : les informations sur le taux de radioactivité sont affichées en temps réel sur des panneaux lumineux le long des routes, les enfants portent des dosimètres autour du cou pour aller à l'école, chacun est libre de voyager dans la zone, de se réinstaller ou pas sur le territoire, d'y cultiver la terre et d'y acheter des denrées alimentaires, grâce à « sa » gestion de la mesure de la radioactivité. L'objectif est de faire accepter la situation, d'individualiser la responsabilité, et que la population devienne ainsi co-gestionnaire du risque de contamination.

Le seuil de radioactivité, une norme très politique

Les autorités ont réhaussé le seuil à vingt millisieverts (mSv) par an pour la phase post-urgence (auparavant un mSv par an), applicable y compris aux enfants, aux femmes enceintes et aux malades. Ce seuil est la dose maximale autorisée pour les travailleurEs du nucléaire. Une incitation au retour pour ceux et celles qui ne veulent pas revenir, la suppression de toute indemnisation pesant évidemment sur les « choix » des réfugiéEs. Le coût faramineux d'un accident nucléaire ne

pouvant être supporté par un exploitant, les États le transfèrent aux victimes, qui devront « apprendre à vivre en zone contaminée », compte tenu de l'impossibilité d'effectuer une décontamination complète après un accident.

La France en pointe dans la perspective de la vie en milieu contaminé

En cas d'accident nucléaire en Europe, la population serait soumise aux mêmes règles. En effet les recommandations de la CIPR (Commission internationale de protection radiologique) ont été intégrées au droit européen en 2013, par la directive 2013-59-Euratom, et transposées dans le code de la santé publique français, par le décret du 4 juin 2018. Déjà dans les années 1990, le lobby nucléaire français avait été très impliqué dans le programme Ethos en Biélorussie, expérimenté sur les populations vivant en territoire contaminé par Tchernobyl, dont l'objectif était identique. C'est ce même lobby, très influent, qui a pesé sur la modification de la norme réglementaire au niveau international après la catastrophe de Fukushima.

Avec ses 58 réacteurs vieillissants, la France est malheureusement bien placée pour devoir gérer les conséquences d'un accident. L'Autorité de sûreté nucléaire édite d'ores et déjà des petits fascicules illustrés, intitulés « Guide pratique pour les habitants d'un territoire contaminé par un accident nucléaire ». Vides de réelles informations, ils contribuent à préparer les populations à la catastrophe à venir.



FUKUSHIMA, CATASTROPHE EN COURS

11 mars 2011. Un puissant séisme, dont l'épicentre est situé dans l'océan Pacifique à 400 km de Tokyo, ébranle le Japon. L'archipel se déplace de 2,40 mètres vers l'est et le littoral s'enfonce de 80 cm, provoquant un raz-de-marée (tsunami). Une vague de 10 à 40 mètres atteint la côte en moins d'une heure, pénétrant 10 km à l'intérieur des terres. Aux 20 000 morts, 2 600 disparus et milliers de blesséEs (la plupart victimes du tsunami), aux destructions d'habitations et d'infrastructures (estimées à 200 milliards d'euros), s'est greffée une autre catastrophe : l'accident nucléaire de Fukushima. La digue « indestructible » de 11 mètres de haut destinée à protéger les six réacteurs de la centrale a été submergée par la vague de 15 mètres du tsunami. Les réacteurs 5 et 6, construits 20 mètres au-dessus du niveau de la mer, sont restés au sec. Mais la plateforme des réacteurs 1 à 4, située 10 mètres plus bas, a été noyée. Sur cette côte, d'autres tsunamis avaient pourtant dépassé ces hauteurs (38 mètres en 1896, 29 mètres en 1933). Mais pour minimiser les



coûts, TEPCO, l'exploitant privé de la centrale, avait construit au plus près de la mer... avec l'accord du gouvernement. Malgré ce risque avéré, l'Autorité nucléaire japonaise avait prolongé de 10 ans la licence d'exploitation de la

centrale... un mois avant l'accident. Occultée par le lobby nucléaire, leur responsabilité est accablante.

Une dynamique infernale

Ce 11 mars 2011, les réacteurs 4, 5 et 6 sont à l'arrêt pour maintenance,

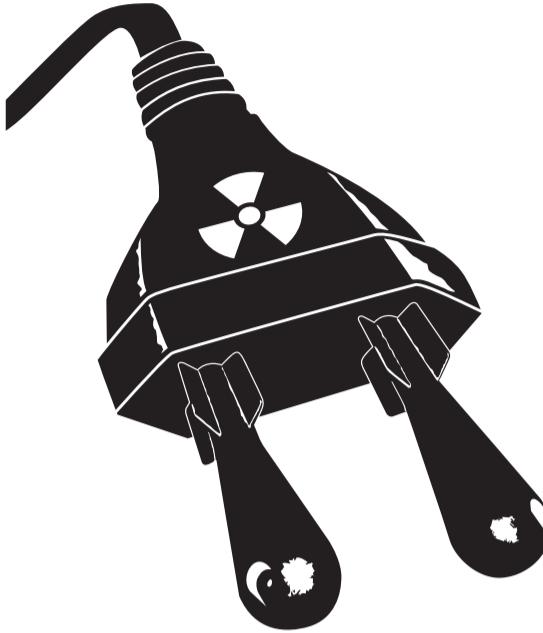
mais la piscine d'entreposage du réacteur 4 est pleine de combustible, l'équivalent de trois réacteurs. Grâce aux détecteurs sismiques, les réacteurs 1, 2 et 3 fonctionnant à pleine puissance s'arrêtent automatiquement avant

l'arrivée de la vague. Il faut continuer à les refroidir plusieurs jours. Mais le tsunami a détruit l'alimentation électrique et les groupes électrogènes de secours ; des débris divers ont bouché les prises d'eau du refroidissement. Au bout de quelques heures, c'est la fusion du cœur : transperçant les cuves en inox, il s'enfonce dans les socles de 8 mètres d'épaisseur des réacteurs 1, 2 et 3, formant un amalgame très radioactif de béton et métaux fondus, le « corium ». Dénormes quantités de produits radioactifs sont rejetés dans l'atmosphère et aussi beaucoup d'hydrogène, très explosif. Le 12 mars, le réacteur 1 explode ; le 14 mars, c'est le réacteur 3 ; le 15 mars le réacteur 2, et un incendie se déclare au niveau de la piscine du réacteur 4. Déjà endommagée, elle risquait de répandre autant de radioactivité que 10 000 bombes d'Hiroshima. La course contre la montre pour la vider n'a pris fin qu'en décembre 2014. TEPCO prévoit d'extraire les combustibles des piscines des réacteurs 1 et 2 à partir de 2028, mais reste évasif pour celle du réacteur 3, tâche « extrêmement complexe ». Aucune date pour le démantèlement des réacteurs : à l'approche des coeurs fondus, les robots blindés ont tous été détruits par la puissance des radiations.

Une catastrophe écologique et sanitaire

Au total 100 000 personnes ont été évacuées et 70 000 autres ont quitté la région. Contrairement à la propagande officielle, seuls 10 % des employéEs de TEPCO sont restés sur place. Les autres ont fui pour rejoindre leurs familles. Dans des conditions effroyables, 5 000 « premiers de corvée », pompiers et travailleurEs, souvent recrutés par la mafia, se sont mis en danger lors des opérations de refroidissement, de rafistolage ou de décontamination. Des SDF « jetables » ont décapé et stocké dans des sacs des millions de m³ de terres contaminées. Malgré la congélation à l'azote du sol sur 1 400 mètres et 20 mètres de profondeur pour confiner et pomper les eaux contaminées, les infiltrations et les centaines de m³ d'eau déversés quotidiennement pour refroidir les coeurs en fusion s'écoulent toujours dans l'océan, contaminant les écosystèmes. La capacité des cuves de stockage (1,3 million de m³) sera saturée en juin 2022. Les autorités envisagent de diluer leur contenu dans la mer pendant 20 ans ou de l'évaporer dans l'atmosphère pour ramener la contamination radioactive à des taux « acceptables ». Plus jamais ça !

LE CONGLOMÉRAT MILITARO-INDUSTRIEL, UN TOTALITARISME « RÉPUBLICAIN »



Annonçant à l'usine Framatome du Creusot la construction de six EPR, d'un porte-avion et d'un sous-marin nucléaires, Macron a rappelé fin 2020 : « Sans nucléaire civil, pas de nucléaire militaire, sans nucléaire militaire, pas de nucléaire civil ». Le « pacte républicain » en défense du nucléaire civil et militaire lie les partis institutionnels LR, PS, Modem, LREM, RN. D'autres contribuent à ce front républicain cocardier. Le PCF est contre le nucléaire militaire mais pour le nucléaire civil (avec en retour un financement occulte via les œuvres sociales d'EDF) ; LFI est contre le nucléaire civil, mais Mélenchon prône le renforcement des « capacités militaires souveraines de la France » car « la dissuasion nucléaire demeure l'élément essentiel de notre stratégie de protection ». Pour s'être opposé en 1985 à la campagne d'essais nucléaires français dans l'océan Pacifique, un militant de

Greenpeace est mort, tué à bord du Rainbow Warrior coulé par la DGSE. Une bombe posée par l'agent Royal, frère de Ségolène, sur ordre de Mitterrand. Les présidentialables, eux, font allégeance : « Je ne peux m'engager à ne jamais utiliser d'arme nucléaire contre quelque peuple que ce soit »¹.

Société nucléaire, société policière

De Gaulle a organisé le passage de la bombe atomique au nucléaire civil (plan Messmer). Une politique imposée par la force (mort du militant anti-nucléaire Vital Michalon en 1977), en s'appuyant sur le complexe militaro-industriel et en reproduisant ses méthodes. Sur simple délit d'opinion, les suspects sont traités comme des terroristes. Une enquête de *Mediapart* et *Reporterre* a révélé ces méthodes répressives contre les opposants au projet Cigéo d'enfouissement de déchets radioactifs, dans la Meuse. Depuis 2018, la zone a

été militarisée, avec des laissez-passer pour circuler et des interdictions de se rencontrer (levées le 11 février 2021) ; des avocats et journalistes ont été mis en garde à vue. Des millions d'euros, des escadrons de gendarmerie et les technologies de surveillance de masse ont été déployées. Un logiciel permet de visualiser sous forme d'un diagramme les liens entre les personnes (téléphones, déplacements, habitudes) avec photo, état civil, surnom, organisation, classement en « clans »... En 16 ans, un millier de téléphones ont été surveillés, 85 000 messages et conversations enregistrées (vie privée, prestations familiales, situation fiscale, bancaire, achats personnels...).

Un séparatisme d'État

Quant aux travailleurEs du nucléaire, ils et elles sont soumis à la loi du silence et au cloisonnement. Crée en 2016 par le général Cormier, le commandement spécialisé pour la sécurité nucléaire (COSSEN) est en charge de la chasse aux sorcières, s'intéressant aux salariéEs, à leur entourage et aux lieux fréquentés. En juillet 2018, un salarié Orano avec 16 ans d'ancienneté a été mis à pied cinq jours suite à son audition par la Commission d'enquête parlementaire sur le nucléaire.

En septembre 2020, un salarié IRSN avec 10 ans d'ancienneté a été licencié sans en connaître le motif : il n'a pas pu se défendre. Avec les décrets sur le fichage des opinions, la loi LSG et la loi « confortant les principes de la République », le gouvernement veut généraliser ce flétrissement à toute la population, pour neutraliser les « non républicains » fichés comme tels.

1 – Jean-Luc Mélenchon, réponse à l'Action des citoyens pour le désarmement nucléaire (ACDN), 27 janvier 2012.

EPR, CIGÉO, PISCINE DE DÉCHETS : DU FIASCO POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE À LA CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE ET SANITAIRE

La France est le seul pays à pratiquer le retraitement des combustibles nucléaires usés, pour refaire du combustible à l'uranium recyclé ou du MOX au plutonium, qui alimente 22 des 58 réacteurs EDF. En 2018, un rapport parlementaire avait déjà épingle ce « cycle du combustible ». Présenté comme « vertueux » par les principaux intéressés (CEA, Orano, EDF et l'Andra), il a comme objectif inavoué de perpétuer la filière nucléaire. Le 25 février, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a ouvert la voie au « grand carénage » pour prolonger de 20 ans les centrales EDF. Vieillissantes et fragilisées par des malfaçons suite à des falsifications, les incidents se multiplient. Jusqu'à l'accident ? Car les remises à niveau post-Fukushima, EDF les prévoit pour... 2034. L'EPR a pris 11 ans de retard et l'ASN a autorisé EDF à utiliser sa cuve en inox, une pièce essentielle pourtant défectueuse. Fermant les yeux sur les normes qu'elle a elle-même édictées, l'ASN se limite à demander à EDF une « démonstration alternative » prouvant qu'elle va tenir le choc.

Un dossier explosif

Ça coince aussi pour les déchets, qui prolifèrent. Ceux issus du retraitement sont refroidis 10 ans dans l'eau et 50 ans à l'air par Orano (usine de la Hague) en vue d'un stockage à 500 mètres sous terre par l'Andra (projet Cigéo). Chauds et dangereux pendant plus de 100 000 ans, rien ne garantit que la radioactivité restera confinée sur une telle période, sans compter les risques d'accident (incendie, inondation...). Mais on ne peut retraiter qu'une

seule fois, et les combustibles MOX doivent rester immergés 100 ans au lieu de 10 ; les piscines de La Hague seront saturées vers 2030, bloquant la filière. EDF veut une piscine centralisée à La Hague pour refroidir pendant 120 ans 10 000 tonnes de combustibles usés très radioactifs (une centaine de réacteurs). Mais l'eau est un écran volatil : en cas de fuite ou d'évaporation, de choc accidentel ou intentionnel... et c'est la réaction en chaîne, l'équivalent de 50 Fukushima. En un siècle, on a eu deux guerres mondiales, Tchernobyl et Fukushima, alors sur 120 ans... Une alternative d'entreposage « longue durée à sec » est en débat au sein du mouvement antinucléaire. Arrêter le nucléaire, c'est déjà ne plus produire de déchets.

Stop à la bulle nucléaire

Endetté à 41 milliards d'euros, EDF doit verser 34 milliards de surcouûts pour les chantiers EPR

en Angleterre et à Flamanville, plus 100 milliards du « grand carénage »¹. Et devrait encore financer les six EPR (47 milliards), supporter les coûts de Cigéo (estimés à plus de 100 milliards, mais limités par la loi à 25) plus les frais d'exploitation sur 300 ans ! Le gouvernement inquiet a demandé une réévaluation avant 2022 et cherche à démanteler EDF pour privatiser les énergies rentables en socialisant les pertes du nucléaire (projet Hercule). Pour les fonds publics déjà siphonnés par le « quoi qu'il en coûte », cette bulle nucléaire est explosive. Et surtout, elle agrave la dette écologique et sanitaire, un risque incontrôlable sur des générations. Pour éviter une catastrophe nucléaire, sociale, humanitaire, la seule voie réaliste pour construire un avenir serein pour l'humanité dans une société débarrassée du capitalisme, écologiquement responsable et émancipée, c'est l'arrêt du nucléaire.

1 – Chiffre de la Cour des comptes.

LE NUCLÉAIRE OU LA BOUGIE !



POUR UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE

Après les appels d'élus de droite dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et les interventions multiples de « l'expert » Jean-Marc Jancovici en direction du mouvement climat, l'arrière-ban des nucléaristes et nationalistes se mobilise. Le 12 février 2021, une cinquantaine de personnalités politiques et économiques ont signé un appel. Parmi elles, des politiciens de droite, comme l'ancien ministre et sénateur de la Meuse Gérard Longuet, mais aussi les députés PCF du Puy-de-Dôme André Chassaigne et de Seine-Maritime Sébastien Jumel, ou Arnaud Montebourg. Ces initiatives ont lieu alors que la décision de construire six nouveaux EPR pour renouveler un parc vieillissant doit être prise par l'exécutif en 2023. Il s'agit de sauver les soldats EDF, Orano et Andra.

À la tête de réacteurs fatigués et mal entretenus, débordés par des milliers de tonnes de déchets hautement radioactifs, incapables financièrement et techniquement de construire de nouveaux réacteurs mais alléchés par les immenses marchés

Changeons le système, pas le climat ! Arrêtons ce système pour arrêter le nucléaire !

L'industrie nucléaire française des quarante dernières années est à bout de souffle, mais elle se prépare à des mutations importantes et internationales. Construire des réacteurs dans les pays émergents, gérer les déchets et démanteler les installations en ponctionnant les finances publiques et encore, apprendre aux populations à vivre en milieu contaminé. Les batailles nouvelles qui émergent contre Euratom, le soutien international aux populations de Tchernobyl et Fukushima, l'interdiction internationale de l'armement nucléaire (TIAN)², les mobilisations qui montent contre l'enfouissement des déchets, le « recyclage » dans l'industrie ou la construction des gravats contaminés et métaux radioactifs remobilisent la jeunesse et font souvent cause commune avec la mobilisation sur le climat. C'est cette dynamique anticapitaliste et internationale que les écosocialistes développent dans le mouvement antinucléaire.

1 – *La France nucléaire* (Seuil).

2 – *Traité sur l'interdiction des armes nucléaires*

LES PRO-NUCLÉAIRES À L'OFFENSIVE, LE MOUVEMENT ANTINUCLÉAIRE À LA CROISÉE DES CHEMINS

Après les appels d'élus de droite dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et les interventions multiples de « l'expert » Jean-Marc Jancovici en direction du mouvement climat, l'arrière-ban des nucléaristes et nationalistes se mobilise. Le 12 février 2021, une cinquantaine de personnalités politiques et économiques ont signé un appel. Parmi elles, des politiciens de droite, comme l'ancien ministre et sénateur de la Meuse Gérard Longuet, mais aussi les députés PCF du Puy-de-Dôme André Chassaigne et de Seine-Maritime Sébastien Jumel, ou Arnaud Montebourg. Ces initiatives ont lieu alors que la décision de construire six nouveaux EPR pour renouveler un parc vieillissant doit être prise par l'exécutif en 2023. Il s'agit de sauver les soldats EDF, Orano et Andra.

À la tête de réacteurs fatigués et mal entretenus, débordés par des milliers de tonnes de déchets hautement radioactifs, incapables financièrement et techniquement de construire de nouveaux réacteurs mais alléchés par les immenses marchés

Un mouvement antinucléaire à rénover

Face à cette campagne sans précédent, le mouvement anti-nucléaire, fortement épars et mobilisé sur des thématiques différentes (déchets, EPR, réacteurs vieillissants...), sans moyens financiers, a besoin de se renouveler. Il ne part pas de rien avec de nombreux groupes très implantés localement et une longue histoire de luttes et de mobilisations. Comme le suggérait la sociologue Sezin Topçu¹, il doit avant tout redécouvrir, reformuler, une critique sociale de l'État nucléaire comme cela était le cas dans les années 1970. Ce n'est pas par un langage, une contestation technique et scientifique, mais bel et bien par une autre vision de la société que ce mouvement rentrera en fusion avec la mobilisation massive, mondiale, contre le réchauffement climatique.

1 – *La France nucléaire* (Seuil).

2 – *Traité sur l'interdiction des armes nucléaires*

70 ANS PLUS TARD, LE BILAN EST CATASTROPHIQUE

Après les appels d'élus de droite dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et les interventions multiples de « l'expert » Jean-Marc Jancovici en direction du mouvement climat, l'arrière-ban des nucléaristes et nationalistes se mobilise. Le 12 février 2021, une cinquantaine de personnalités politiques et économiques ont signé un appel. Parmi elles, des politiciens de droite, comme l'ancien ministre et sénateur de la Meuse Gérard Longuet, mais aussi les députés PCF du Puy-de-Dôme André Chassaigne et de Seine-Maritime Sébastien Jumel, ou Arnaud Montebourg. Ces initiatives ont lieu alors que la décision de construire six nouveaux EPR pour renouveler un parc vieillissant doit être prise par l'exécutif en 2023. Il s'agit de sauver les soldats EDF, Orano et Andra.

À la tête de réacteurs fatigués et mal entretenus, débordés par des milliers de tonnes de déchets hautement radioactifs, incapables financièrement et techniquement de construire de nouveaux réacteurs mais alléchés par les immenses marchés

70 ANS PLUS TARD, LE BILAN EST CATASTROPHIQUE

Après les appels d'élus de droite dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et les interventions multiples de « l'expert » Jean-Marc Jancovici en direction du mouvement climat, l'arrière-ban des nucléaristes et nationalistes se mobilise. Le 12 février 2021, une cinquantaine de personnalités politiques et économiques ont signé un appel. Parmi elles, des politiciens de droite, comme l'ancien ministre et sénateur de la Meuse Gérard Longuet, mais aussi les députés PCF du Puy-de-Dôme André Chassaigne et de Seine-Maritime Sébastien Jumel, ou Arnaud Montebourg. Ces initiatives ont lieu alors que la décision de construire six nouveaux EPR pour renouveler un parc vieillissant doit être prise par l'exécutif en 2023. Il s'agit de sauver les soldats EDF, Orano et Andra.

À la tête de réacteurs fatigués et mal entretenus, débordés par des milliers de tonnes de déchets hautement radioactifs, incapables financièrement et techniquement de construire de nouveaux réacteurs mais alléchés par les immenses marchés

70 ANS PLUS TARD, LE BILAN EST CATASTROPHIQUE

Après les appels d'élus de droite dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et les interventions multiples de « l'expert » Jean-Marc Jancovici en direction du mouvement climat, l'arrière-ban des nucléaristes et nationalistes se mobilise. Le 12 février 2021, une cinquantaine de personnalités politiques et économiques ont signé un appel. Parmi elles, des politiciens de droite, comme l'ancien ministre et sénateur de la Meuse Gérard Longuet, mais aussi les députés PCF du Puy-de-Dôme André Chassaigne et de Seine-Maritime Sébastien Jumel, ou Arnaud Montebourg. Ces initiatives ont lieu alors que la décision de construire six nouveaux EPR pour renouveler un parc vieillissant doit être prise par l'exécutif en 2023. Il s'agit de sauver les soldats EDF, Orano et Andra.

À la tête de réacteurs fatigués et mal entretenus, débordés par des milliers de tonnes de déchets hautement radioactifs, incapables financièrement et techniquement de construire de nouveaux réacteurs mais alléchés par les immenses marchés

70 ANS PLUS TARD, LE BILAN EST CATASTROPHIQUE

Après les appels d'élus de droite dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et les interventions multiples de « l'expert » Jean-Marc Jancovici en direction du mouvement climat, l'arrière-ban des nucléaristes et nationalistes se mobilise. Le 12 février 2021, une cinquantaine de personnalités politiques et économiques ont signé un appel. Parmi elles, des politiciens de droite, comme l'ancien ministre et sénateur de la Meuse Gérard Longuet, mais aussi les députés PCF du Puy-de-Dôme André Chassaigne et de Seine-Maritime Sébastien Jumel, ou Arnaud Montebourg. Ces initiatives ont lieu alors que la décision de construire six nouveaux EPR pour renouveler un parc vieillissant doit être prise par l'exécutif en 2023. Il s'agit de sauver les soldats EDF, Orano et Andra.

À la tête de réacteurs fatigués et mal entretenus, débordés par des milliers de tonnes de déchets hautement radioactifs, incapables financièrement et techniquement de construire de nouveaux réacteurs mais alléchés par les immenses marchés

70 ANS PLUS TARD, LE BILAN EST CATASTROPHIQUE

Après les appels d'élus de droite dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et les interventions multiples de « l'expert » Jean-Marc Jancovici en direction du mouvement climat, l'arrière-ban des nucléaristes et nationalistes se mobilise. Le 12 février 2021, une cinquantaine de personnalités politiques et économiques ont signé un appel. Parmi elles, des politiciens de droite, comme l'ancien ministre et sénateur de la Meuse Gérard Longuet, mais aussi les députés PCF du Puy-de-Dôme André Chassaigne et de Seine-Maritime Sébastien Jumel, ou Arnaud Montebourg. Ces initiatives ont lieu alors que la décision de construire six nouveaux EPR pour renouveler un parc vieillissant doit être prise par l'exécutif en 2023. Il s'agit de sauver les soldats EDF, Orano et Andra.

À la tête de réacteurs fatigués et mal entretenus, débordés par des milliers de tonnes de déchets hautement radioactifs, incapables financièrement et techniquement de construire de nouveaux réacteurs mais alléchés par les immenses marchés

70 ANS PLUS TARD, LE BILAN EST CATASTROPHIQUE

Après les appels d'élus de droite dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et les interventions multiples de « l'expert » Jean-Marc Jancovici en direction du mouvement climat, l'arrière-ban des nucléaristes et nationalistes se mobilise. Le 12 février 2021, une cinquantaine de personnalités politiques et économiques ont signé un appel. Parmi elles, des politiciens de droite, comme l'ancien ministre et sénateur de la Meuse Gérard Longuet, mais aussi les députés PCF du Puy-de-Dôme André Chassaigne et de Seine-Maritime Sébastien Jumel, ou Arnaud Montebourg. Ces initiatives ont lieu alors que la décision de construire six nouveaux EPR pour renouveler un parc vieillissant doit être prise par l'exécutif en 2023. Il s'agit de sauver les soldats EDF, Orano et Andra.

À la tête de réacteurs fatigués et mal entretenus, débordés par des milliers de tonnes de déchets hautement radioactifs, incapables financièrement et techniquement de construire de nouveaux réacteurs mais alléchés par les immenses marchés

70 ANS PLUS TARD, LE BILAN EST CATASTROPHIQUE

Après les appels d'élus de droite dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et les interventions multiples de « l'expert » Jean-Marc Jancovici en direction du mouvement climat, l'arrière-ban des nucléaristes et nationalistes se mobilise. Le 12 février 2021, une cinquantaine de personnalités politiques et économiques ont signé un appel. Parmi elles, des politiciens de droite, comme l'ancien ministre et sénateur de la Meuse Gérard Longuet, mais aussi les députés PCF du Puy-de-Dôme André Chassaigne et de Seine-Maritime Sébastien Jumel, ou Arnaud Montebourg. Ces initiatives ont lieu alors que la décision de construire six nouveaux EPR pour renouveler un parc vieillissant doit être prise par l'exécutif en 2023. Il s'agit de sauver les soldats EDF, Orano et Andra.

À la tête de réacteurs fatigués et mal entretenus, débordés par des milliers de tonnes de déchets hautement radioactifs, incapables financièrement et techniquement de construire de nouveaux réacteurs mais alléchés par les immenses marchés

70 ANS PLUS TARD, LE BILAN EST CATASTROPHIQUE</h

TUI Le personnel ne lâche rien !

Le 2 mars dernier, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a encore connu une effervescence inhabituelle, après l'audience de notre camarade Gaël Quirante en janvier 2021 (voir l'Anticapitaliste n°554). En effet, se tenait ce jour-là l'audience en annulation du plan social de l'entreprise TUI, qui va laisser sur le carreau plus de 600 des 900 travailleurEs de l'entreprise de tourisme.

Le comité social et économique de TUI, et plusieurs salariéEs demandent, après le rejet de leur demande de suspension du PSE en janvier dernier par ce même tribunal, l'annulation de la décision de la Dirccte homologuant l'accord unilatéral relatif aux licenciements : ce sont pas moins de dix moyens qui ont été invoqués à l'appui de la requête, des moyens écartés par la rapporteuse publique mais dont l'avis ne lie cependant pas les juges.

Une force s'est levée qui ne retombera pas

À l'issue d'une audience de près deux heures, deux moyens retiennent en particulier l'attention, qui illustrent avec quel mépris la direction, sous couvert de la crise du Covid, s'est séparée de la majeure partie du personnel : d'une part, les moyens mis à la disposition pour financer le plan social, évalués par le CSE à 31 millions d'euros, à comparer aux 126 millions d'euros octroyés à celui de la filiale Corsair et aux 4 milliards d'aides diverses octroyées au groupe d'origine allemande. D'autre part, les critères de reclassement appliqués au personnel de la soixantaine d'agences vouées à la fermeture, où travaillent de nombreuses femmes, dont la situation, de l'aveu même du ministère public, ne relève pas de la jurisprudence actuelle.



NPA

Une cinquantaine de militantEs étaient venus les soutenir devant le tribunal, dont différents syndicats CGT et SUD mais aussi de l'UNEF, de LFI et du NPA. Quel que soit le verdict du tribunal qui devrait tomber la semaine prochaine, touTEs se sont donnés rendez-vous samedi 27 mars à Paris pour une réunion des équipes syndicales des entreprises qui licencient, étendue au secteur public qui supprime lui des emplois de manière larvée, à commencer par La Poste, pour élargir la dynamique existante et élaborer une riposte commune au service de notre classe, un plan de bataille qui fait défaut du côté des directions syndicales.

LD

RENAULT LARDY

Nouveau débrayage contre la casse sociale

Sous couvert de crise liée au Covid et de mauvais résultats du groupe, les attaques patronales s'accumulent. En un an, plus de 500 salariéEs du site de Lardy ont été jetés dehors, surtout ceux des entreprises prestataires, auprès desquelles Renault sous-traite les licenciements. Ces « prestas », virés du jour au lendemain, ne sont même pas intégrés au décompte macabre des suppressions de postes prévues par la direction.

Les raisons de la colère

Mais les Renault sont également touchés. Pour remplir les objectifs de son plan de départs « volontaires » dont personne ne veut (car qui accepterait de perdre son boulot aujourd'hui ?), la direction pousse les salariéEs vers la porte, en distinguant les postes pérennes et ceux voués à disparaître. Le message est clair : acceptez la rupture conventionnelle collective et partez tant que vous le pouvez ! Et ce n'est pas tout : sous prétexte des pertes enregistrées en 2020, Renault a récemment annoncé que les AGS (augmentations générales des salaires) seraient nulles cette année. Un coup dur pour les salariéEs, notamment celles et ceux que les patrons ont obligés à venir travailler sur le site pendant le premier confinement, sans masques ni mesures sanitaires.

Autre coup dur, la direction de Renault impose à présent un jour de chômage partiel par semaine à touTEs les salariéEs de Lardy (mais aussi sur d'autres sites) de mars à août 2021, et leur vole des congés en « contrepartie ». Mais c'est surtout la question de l'avenir du site qui a fait discuter (et bouger) les salariéEs ! Alors que la direction de Renault ne donne aucune information sur la suite des activités sur le site après 2024, la découverte d'un mail de Bruno Le Maire à un élu local a attisé les braises. Il y explique que Lardy n'est pas directement menacé

Face à la direction de Renault qui met en œuvre son plan d'économies de 2 milliards d'euros et 4 600 suppressions de postes en France (15 000 au total dans le monde), les salariéEs du site d'ingénierie de Renault Lardy (Essonne) ne restent pas l'arme au pied. Depuis le mois de juin, les débrayages se multiplient dans ce centre technique spécialisé dans la conception des moteurs du groupe. Après une mobilisation réussie début janvier, les salariéEs ont récidivé à l'appel de la CGT et de Sud, jeudi 4 mars, pour manifester leur colère et s'organiser contre les plans de la direction.



NPA

aujourd'hui, mais qu'en cas de fermeture, les salariéEs seront reclassés ailleurs en Île-de-France ! En voulant rassurer les politiciens de l'Essonne, le ministre des licenciements a surtout mis en colère les salariéEs...

Une mobilisation qui en appelle d'autres

Ils étaient donc près de 130 à débrayer ce jeudi (sur place et à distance – télétravail oblige !). Rassemblés devant le site, les salariéEs Renault et les prestataires ont dénoncé le plan d'économies et ses fausses justifications : ce n'est pas la transition

énergétique ou la crise qui pousse ce groupe multinational à supprimer des postes. Cette restructuration était envisagée de longue date par les patrons pour augmenter leur « marge opérationnelle » et les dividendes des actionnaires. Le plan d'économies Renault est d'ailleurs accompagné par l'État et son plan de relance, qui subventionne l'entreprise avec un prêt garanti, une copieuse prime à la casse ou son dispositif de chômage partiel – aux frais des contribuables ! Comme quoi « l'argent magique », que Macron n'a pas pour embaucher dans les hôpitaux ou les autres services publics, ne manque pas quand il s'agit d'assister les groupes du CAC 40.

DéterminéEs à ne pas se laisser faire, les salariéEs mobilisés veulent désormais accentuer la pression sur Renault et obtenir des réponses claires. Pas question de laisser la direction distiller

les annonces au compte-goutte et vider peu à peu ce site. Personne au chômage : du travail, il y en a pour tout le monde ! Pour se faire entendre, ils prévoient déjà de futures actions, à Lardy et ailleurs.

En effet, les licenciements et les suppressions de postes, que les capitalistes multiplient actuellement constituent une offensive globale. Entre les salariéEs de l'automobile menacés comme ceux de Renault Flins, de l'usine de moteur PSA de Douvrin (Pas-de-Calais) ou de Bosch Rodez (Aveyron), les prestataires de service comme Elior (présents au débrayage, ils ont dénoncé le PSE qui les menace) ou les entreprises touchées par les « licenciements verts » comme la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne), les salariéEs Lardy comptent bien s'adresser à d'autres pour engager la riposte contre la casse sociale.

Correspondants

GRÈVE À LA SNCF – NORD-PAS-DE-CALAIS -- Un mouvement qui prend son élan

Une fausse apparence de calme régnait dans la gare de Lille Flandres lundi matin, reprise des classes. La circulation du nœud ferroviaire du Nord – Pas-de-Calais était très réduite. Et pour cause : 72 % des agentEs de contrôle (soit près de 150 grévistes sur environ 200 devant travailler) étaient officiellement en grève.

Qui sème le vent récolte la tempête
Au bout de la voie zéro, une assemblée générale rassemble une vingtaine de grévistes. ChacunE y met sur la table tous les sujets de mécontentement :

l'Anticapitaliste
la revue mensuelle du NPA
N°124 | MARS 2021 | 4,5 €

**FASCISMES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI
COMPRENDRE POUR COMBATTRE**

CONTRE LES POLITIQUES LIBÉRALES, AUTORITAIRES ET RACISTES DE CE GOUVERNEMENT
LE NAUFRAGE DE LA CENTRAFRICAINE
NON-MIXITÉS, MÉTALISME ET LUTTE DES CLASSES

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°124 est disponible

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez
le formulaire page 12.

Il y a 48 caméras dans le tunnel, or les circonstances de la mort de Maïcol sont très floues : des témoins disent que la police a déséquilibré le deux-roues, la famille réclame justice et les vidéos. Une note de la police nationale de 1999 indique que les courses-poursuites ne doivent pas être systématiques, et qu'elles doivent être engagées si la situation est « grave ». Mais lorsque l'on voit toutes les affaires de violences policières, meurtres, les contrôles au faciès quotidien, le racisme systémique, on se doute qu'ils engageront toujours la course-poursuite...

« Pas de poursuite pas de mort »

Nice est connue pour être une ville très surveillée par des caméras, où des mesures contenues dans la loi sécurité globale sont déjà appliquées comme le renforcement et l'augmentation du pouvoir des polices municipales. Les équipements de surveillance de cette ville « sûre » ne servent qu'à réprimer la population, surtout celle des quartiers populaires, les manifestantEs, et à verbaliser les plus pauvres et les contrôler selon des critères racistes, islamophobes. Trois marches pour Maïcol ont eu lieu. La dernière, le 3 mars, avec une centaine de manifestantEs venus des quartiers populaires, hors du milieu militant, et une cinquantaine de militantEs d'organisation de gauche. Elle s'est

NICE Justice pour Maïcol !

Le 10 janvier, Maïcol est dehors après le couvre-feu avec ses amis. Voyant la police arriver et ayant déjà été victime de violences policières, il décide de partir en moto. S'en suit une course-poursuite avec la police qui aurait duré sur plus de 10 km. Dans un tunnel réputé dangereux car il y a une fuite d'eau et des travaux, Maïcol tombe. La police met 20 minutes à avertir les secours. Il décède à 22h à l'hôpital. Sa famille ne sera informée qu'à 4h du matin.



BOSCH RODEZ Non à la liquidation

Bosch vient d'annoncer la suppression de 750 emplois dans l'usine de Rodez. Le doute n'est plus permis : la fermeture du site industriel le plus important de l'Aveyron est engagée. Et à quelques dizaines de kilomètres de là, dans le bassin de Decazeville, l'usine de la SAM, placée en redressement judiciaire, voit son donneur d'ordre Renault se défausser de ses engagements.

Bosch n'est pas, comme il le prétend, une victime de la crise du diesel, mais en est l'un des principaux responsables. La firme a directement participé, au côté de Volkswagen, au trucage des moteurs diesel en lui fournissant le logiciel qui permettait la triche, et a été condamné pour cela en Allemagne à une amende de 90 millions d'euros.

Chantage à l'emploi et mensonges

Depuis cinq ans, alors que les ventes de diesel ont chuté partout en Europe, des investissements étaient nécessaires pour réorienter la production. Bosch l'a compris en développant massivement d'autres filières technologiques, mais il n'a rien fait à Rodez, imposant des sacrifices aux salariés au nom du chantage à l'emploi et condamnant sciemment l'usine à l'asphyxie. Macron a directement participé à l'enfumage en défendant en plein « dieselpgate » en août 2016, alors qu'il préparait sa campagne présidentielle que le moteur diesel seraient « au cœur de la politique industrielle française ». Des mensonges pour se faire élire !



NPA

Gouvernement, autorités régionales et locales ont, paraît-il, grassement financé des boîtes privées spécialisées pour chercher de nouvelles activités. Un leurre laissant la main au marché capitaliste pourtant incapable de créer des emplois stables alors qu'il y a tant de besoins à satisfaire.

Le chemin de la mobilisation

La SAM à Decazeville et Bosch à Rodez sont les deux principales usines de l'Aveyron. C'est un massacre à la tronçonneuse contre l'emploi. Les travailleurEs n'ont pas besoin des larmes de crocodiles de ceux qui ont accompagné les politiques menant à la situation actuelle. Un autre chemin est possible. Il y a quelques décennies, autour des grèves du bassin de Decazeville, toute une population s'était dressée contre l'injustice. La venue, à l'époque, en Aveyron, des sites industriels aujourd'hui menacés de liquidation, est un produit de ces mobilisations historiques. C'est ce chemin qu'il faut reprendre pour espérer gagner.

Lundi 8 mars, les salariés de l'usine Bosch, avec la CGT, bloquaient l'entrée de l'usine. Les livraisons de la SAM vers Renault sont elles aussi bloquées, une « mobilisation pour une durée indéterminée » est décidée à partir du mardi 9 mars. Solidarité avec les travailleurEs de Bosch et de la SAM aujourd'hui en situation de légitime défense ! Ne les laissons pas seuls à résister !

Correspondant blog NPA auto-critique

CARREFOUR Quand profit rime avec indécence

Le 5 mars dernier était organisé, à l'initiative de la fédération CGT du commerce, un rassemblement devant le siège social de Carrefour, situé à Massy (Essonne). Cette initiative fait suite aux dernières propositions de la direction dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire.

Près de 500 travailleurEs, venus de toute la France et de toutes les entités du groupe, dont une délégation de Sud Commerce, se sont rassemblés devant l'impressionnant bâtiment, avec une direction claquemurée et protégée par une importante présence policière.



l'intermédiaire du député Alexis Corbière, qui a tancé Alexandre Bompard, le PDG du groupe, ou de Génération.s.

La réussite du rassemblement a depuis obligé FO, le syndicat maison, à renoncer à signer l'accord proposé et la direction à rouvrir la négociation. La récente suspension par la justice, là aussi à l'initiative de la CGT, d'un énième plan de réorganisation nommé TOP, a également fait le reste. Cette action démontre que, en dépit des barrières sanitaires – le personnel de Carrefour compte plusieurs décès liés au Covid en son sein dont tous ne sont pas encore reconnus en accident du travail – et des licenciements qui sont légion dans le secteur du commerce, une action résolue, appuyée sur une implantation syndicale importante, permet de se faire entendre même des employeurs les plus puissants.

LD

la réorganisation du service en 2021 prévoit des périodes d'activité à ralenti avec des journées à coupures interminables et des « découchés » mal assurés, la pression est mise sur les opérations de contrôle sous forme de quotas (il faudrait que les contrôleurEs fassent du « chiffre » !), les congés ne sont pas accordés ou le sont trop tard, les primes prévues non distribuées, les temps de trajet nécessaires au service de dizaines de minutes chaque jour sont systématiquement exclus du temps de travail... L'entreprise cherche à faire des économies par tous les moyens et celui qu'elle préfère reste les suppressions d'emplois.

Au contraire, il faut des embauches supplémentaires : un gréviste à l'AG insiste sur celles des intérimaires. Les cheminotEs présents sont déterminés.

Nombre d'entre elles et eux prennent la parole, la reprennent pour compléter ; on veut être exhaustifs et suggérer des suites. Les unEs décrivent la dégradation de ces vingt dernières années, les autres évoquent l'insécurité du métier : les insultes subies deviennent trop banales, l'isolement renforce la peur, le mépris des chefs décourage de la surmonter, l'absence de reconnaissance des agents pèse... jusqu'à ce que ça craque et déborde. Au front pendant toute la crise sanitaire, ce n'est pas à ces cheminotEs que la prime Covid est revenue mais aux chefs dans les bureaux.

Avant cette journée quelques coups de colère ont déjà eu lieu comme à Valenciennes où les contrôleurEs ont fait grève à 100 % deux semaines auparavant, ou au technicentre d'Hellemmes

qui a connu un débrayage important... C'est dans la suite de ces succès que cette journée s'inscrit. Venus d'autres services comme l'aiguillage ou le service social, quelques cheminotEs évoquent les réductions d'effectifs avec partout le même constat des attaques, certes pas nouvelles mais accélérées en cette période.

L'envie de tous : que ce ne soit qu'un début !

D'autres rassemblements à Douai ou à Béthune ont également lieu. Les cheminotEs savent que cet avertissement doit appeler des suites. Un peu paniquée, la direction a appuyé sur le bouton « dialogue social » en convoquant d'elle-même une réunion d'urgence avec les syndicats. Elle tend déjà des pièges en voulant diviser les grévistes par

résidences, faisant miroiter de meilleures tournées aux uns au détriment des autres. Et en termes d'embauches, elle ne parle que de renforts intérimaires ou d'offrir des primes alléchantes aux agents d'Eurostar (actuellement en chômage partiel) pour combler les trous dans la raquette. Mais les travailleurEs qui se rappellent 2018 et 2019 ne sont pas dupes. Il faudra de nouvelles journées, se retrouver plus nombreux encore, plus puissants. Alors on s'active : comment nouer des liens avec les contrôleurEs des autres résidences ? Comment s'adresser aux conducteurEs ? Il convient dès maintenant de densifier les liens et produire un récapitulatif précis de ce qui n'est plus acceptable. Dans cette plateforme de revendications qui est rédigée sur une feuille par touTEs les présentEs dès la fin de l'AG, chacunE

tient à mentionner ce qu'il veut voir figurer. Une boucle de contacts va permettre de se donner les informations importantes et de s'organiser pour la diffuser. On prévoit de se diriger vers les collègues des autres services, pour entraîner de nouvelles têtes dans la lutte, confirmer sa force et qu'il se passe bien quelque chose.

Les usagerEs patientent calmement, sans hostilité. Dans le reportage diffusé le matin même sur BFM, aucun ne vilipendait les grévistes : tous les interviewéEs marquaient plus ou moins leur soutien. On se rappelle peut-être l'hiver dernier et ses trains bondés, les lignes supprimées... Et de l'avis d'usagerEs eux-mêmes, les suppressions d'emplois ne sont pas qu'un problème de cheminotEs.

CorrespondantEs

Les Nôtres**Pierre Louis**

Notre camarade Pierre Louis (Pham van Than), connu sous le pseudo de Chenier, militant à Renault-Billancourt, nous a quittés à l'âge de 86 ans. Il fut un militant actif de la Ligue communiste, de la LCR puis du NPA de 1968 à 2012. Né des iniquités de la colonisation française en Indochine, d'une mère paysanne pauvre et d'un père « inconnu » (soldat du corps expéditionnaire français en Indochine), il fut élevé à l'orphelinat catholique de Bac Ninh et emmené de force en métropole à l'âge de 12 ans, en 1947. Il a raconté sa jeunesse dans un livre, *Enfance d'un petit Eurasien*, publié aux éditions vietnamiennes (Thé Gioi) sous son nom vietnamien, qui nous a tous émus.

**«Seul gréviste de tous les techniciens de Billancourt»**

Entré en centre d'apprentissage, il obtint un CAP de tourneur puis un brevet professionnel d'ajusteur. Embauché comme dessinateur industriel au Commissariat à l'énergie atomique à Saclay, il participa activement au comité central de grève comme représentant des intérimaires. C'est à son entrée, en 1969, à Renault-Billancourt, où il fit la plus grande partie de sa carrière, que nous avons partagé son parcours de vie militante et amicale jusqu'à son départ en retraite, en 1990.

D'abord militant syndical à la CGT et secrétaire de la section UGICT/ETDA, il la quitta par désaccord avec l'attitude de la CGT, après le meurtre de Pierre Overney, en 1972. Il intégra alors la CFDT et fut délégué du personnel durant deux mandats. Exclu du conseil syndical, car il s'opposait à la position liquidatrice de la section Renault acceptant la fermeture de l'usine, il rejoignit la CGT de 1988 à 1990. Il rappelait avec émotion « les nuits passées dans les ateliers en 1968, seul gréviste de tous les techniciens de Billancourt ».

Il fut président de l'association Orange fleurs d'espoir qui défendait les victimes de l'agent orange pendant la guerre du Vietnam et également adhérent de l'Union des Vietnamiens en France. Après sa retraite, il s'engagea comme animateur bénévole et soignant en psychothérapie (après avoir passé les diplômes). Ces dernières années, il vivait à Tours mais à cause de problèmes de santé, il avait été transféré, récemment, en EHPAD. Sur le plan personnel il fut marié plusieurs fois. Nous, ses anciens camarades de Renault-Billancourt perdons l'un des nôtres et partageons la tristesse de ses proches, de sa compagne et de ses enfants. Jusqu'au bout, fidèle à ses convictions et à son organisation, il demeure un ami, un camarade.

Ses camarades de Billancourt: Emmanuelle, Janette, Jean, Jean-Claude, Patrick, Ramon, Roland

Education nationale**Blanquer: ministre de la com'**

Le 1^{er} mars, Jean-Michel Blanquer claironnait un chiffre: 50 000 tests avaient été mis à disposition pour toute la zone A qui revenait de vacances. À 8h20 le 2 mars, le chiffre passait à 10 000. Puis, plus tard dans la journée devant les organisations syndicales, ces 10 000 devenaient 3 000...



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NPDA/HANS LUCAS

de la santé des élèves, de leurs familles et des personnels. Alors que l'école a été identifiée comme un lieu de contamination majeur, notamment depuis l'arrivée des variants, et tout en ayant conscience que le maintien de leur ouverture est un enjeu fondamental de lutte contre les inégalités scolaires, rien n'est mis en place pour permettre de résoudre cette équation. Deux mesures simples sont pourtant accessibles immédiatement: la priorité vaccinale pour les enseignantEs et AESH (particulièrement en maternelle), la fourniture de masques gratuits pour les élèves et les personnels. Mais cela reviendrait à admettre que, contrairement aux dires du ministre, jusque-là « rien n'était prêt » et que les personnels comme les élèves étaient sciemment exposéEs. Aux personnels désormais de prendre la main et de l'imposer: la santé avant tout!

Antoine Bouyou

La Poste**Le 16 mars, un premier pas vers un mouvement national?**

Grève et manifestation au siège de La Poste le 16 mars.

Une intersyndicale CGT-FO-SUD s'est constituée dans le 92 en début d'année. Elle a décidé d'appeler, le 16 mars prochain, à une grève dans tous les bureaux du département sur des mots d'ordre nationaux, dont l'opposition aux suppressions d'emplois et l'augmentation des

salaires. Et d'appeler à une manifestation jusqu'au siège national de La Poste, situé à la frontière entre Paris et le 92.

En finir avec l'émettement des luttes

Procéder de cette manière, c'est tenter de rompre avec l'émettement des luttes postales: 1000 grèves entre 2013 et 2018, mais menées pour l'essentiel service par service. Au moment où La Poste prévoit de conduire plus de

1000 réorganisations dans tout le pays sur la seule année 2021 tout en annonçant 2 milliards de bénéfices, l'intersyndicale postale du 92 a ouvert une brèche: des préavis de grève ont été déposés pour le 16 mars dans le 93, dans le 78, le 95, à Paris. Des déléguations de plusieurs départements de régions ont prévu de faire le déplacement. La question d'une grève unitaire nationale à l'échelle de l'ensemble du groupe La Poste est désormais

posée. Il est grand temps, mais à l'heure actuelle, aucune fédération syndicale du secteur postal ne s'est adressée aux autres organisations pour proposer une date de grève nationale aux postières et postiers. Une réussite de la grève et de la manifestation du 16 mars ne peut que favoriser une telle perspective, indispensable pour inverser la tendance à la fragmentation des luttes... et tout simplement pour gagner.

Correspondant

Événement en ligne**1871-2021: La Commune de Paris et nous**

Live à suivre le mardi 16 mars à partir de 20h sur les réseaux sociaux de l'Anticapitaliste, de la Gauche anticapitaliste (Belgique), la Formation Léon Lesoil et Contretemps.

Il y a 150 ans, les classes populaires de Paris se soulevaient contre l'oppression et l'exploitation. Dans un contexte social et politique très tendu, Paris bouillonne. L'Empire de Louis-Napoléon Bonaparte s'effondre en 1870 dans la défaite militaire face à la Prusse, et la Troisième République est sur le point de naître.

Il y a 150 ans, la Commune

Alors que la guerre se termine, après avoir transféré le siège de l'Assemblée nationale à Versailles, le 18 mars 1871, le gouvernement d'Adolphe Thiers tente de désarmer de force la Garde nationale, composée en majeure partie des ouvriers et artisans de Paris. Ce jour-là, les soldats chargés de prendre les canons refusent de tirer sur le peuple de Paris et fraternisent avec la Garde nationale. Dans tout Paris, des barricades se dressent et le pouvoir passe entre les mains du Comité central de la Garde nationale, composé d'officiers élus et révocables. Ceux-ci décident d'organiser les élections le 26 mars, et, le 28 mars, la Commune de Paris est proclamée.



La Commune interdit le cumul des mandats, pose les bases d'un enseignement gratuit, laïc et obligatoire, reporte l'échéance des loyers, crée des boucheries municipales subventionnées, supprime le travail de nuit des ouvriers boulanger, permet la réquisition des ateliers par la collectivité ouvrière, etc. Furieux, le gouvernement versaillais revanchard va massacrer les Communards lors de la Semaine Sanglante du 21 au 28 mai 1871. Des communards s'exilent en Belgique où, suite à la célébration du

quinzième anniversaire de la Commune à Liège, les grandes révoltes ouvrières de 1886 se déclenchent. La Commune a aussi un impact important sur les débats de l'Association internationale des travailleurs (AIT) et en particulier sur les écrits de Marx sur l'État et la démocratie. Les échos de cette révolution ouvrière ont résonné à travers l'histoire et inspiré tant la gauche que les mouvements sociaux aspirant à une démocratie radicale et populaire et à l'auto-organisation des travailleurEs.

Que reste-t-il de la Commune?
150 ans après, la Gauche anticapitaliste, la Formation Léon Lesoil, la revue *Contretemps* et *l'Anticapitaliste* se joignent pour célébrer l'apport historique de la Commune de Paris et ses vies ultérieures. Que reste-t-il de la Commune et que nous-dit elle sur le monde d'aujourd'hui ? Nous en discuterons avec :

— **Ludivine Bantigny**, historienne à l'université de Rouen-Normandie et autrice de *la Commune au présent* (la Découverte, 2021)

— **Isabelle Goro**, philosophe, autrice de nombreux ouvrages dont *Communisme et stratégie* (Amsterdam, 2019) et *Marx et l'invention historique* (Syllepse, 2012) ;

— **Julien Dohet**, historien, administrateur de l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (IHOES, Belgique), syndicaliste et l'un des coordinateurs dans la région liégeoise des événements du 150^e anniversaire de la Commune ;

— **Sixtine d'Ydewalle**, doctorante en théorie politique sur la question du communalisme et de la démocratie directe et co-organisatrice de l'exposition itinérante « *Vive la Commune* », soutenue par de nombreuses associations dont la Formation Léon Lesoil.

Essai

Pandémopolitique: réinventer la santé en commun, de Jean-Paul Gaudillièvre, Caroline Izambert et Pierre-André Juven

Éditions La Découverte, 306 pages, 15 euros.

Le Covid-19 – bientôt 90 000 morts en France, 40 000 dès la première vague – a bousculé le discours néolibéral sur la santé et redonné de la vigueur à la mobilisation des soignantEs fortement éprouvés à l'hôpital. Mais malgré quelques concessions salariales, cette mobilisation n'a pas changé la logique libérale de l'organisation sanitaire.

Inégalités et « triage »

Contrairement aux vantardises entendues, il y a eu « triage » : en laissant longtemps dans l'abandon patientEs et soignantEs des EHPAD (1% de la population, 30% des décès Covid) ; et aussi, en amont, à cause de l'organisation du système de soins, inégalitaire à l'image de la société, accentuant le risque de maladie et de mort sur des critères de pauvreté et d'exclusion sociale, liés aux facteurs aggravants (obésité, diabète...). Les choix économiques imposés ont aussi constitué une forme de triage : voir par exemple les masques, jugés trop coûteux, qu'on fait fabriquer en Asie (à Wuhan !) ou qu'on ne renouvelle pas. Voir surtout la politique de fermeture de lits, de services hospitaliers voire d'hôpitaux entiers, menée depuis au moins 30 ans au nom

de la « maîtrise des dépenses de santé » avec pour conséquences, lors de l'afflux de malades Covid, l'arrêt de l'activité de nombreux services, le report des interventions non urgentes – même des greffes de rein, avec à la clé des centaines de greffon perdus.

Triage enfin à l'échelle mondiale : l'organisation de la recherche et de la production de vaccins au profit des seuls pays riches, qui ont subventionné la recherche privée et préempté les vaccins, laissant, pour maintenir le principe du brevet, et donc du profit, les pays pauvres se débrouiller pour récupérer des miettes.

Une autre approche des questions de santé

En France, le caractère inopérant de la politique de santé face au Covid s'explique à la fois par cette volonté d'intégrer la santé dans le champ de la marchandise, mais aussi par une vision bureaucratique qui confie aux « experts » et aux administrations et les choix et leur réalisation. La stratégie « tester-tracer-isoler », très efficace dans certains pays, est en France un fiasco complet, car si on est bloqué chez soi sans indemnisation, on n'a pas intérêt à se faire tester.



Des exemples donnés d'une approche communautaire de la santé montrent qu'elle n'est pas une utopie : la santé n'y est plus un bien marchand mais un « commun », au sens des « commons », (terres en propriété collective). Et les actions politiques, quelquefois d'origine gouvernementale mais souvent mises en œuvre par une action collective de soignantEs et/ou de militantEs, facilitent alors l'innovation sans sacrifier la justice sociale (voir par exemple la lutte pour les traitements du VIH-Sida).

En conclusion, l'autre « triage », souhaité par les auteurEs doit battre en brèche la marchandisation de la santé : contre les brevets soutenus par les grandes compagnies pharmaceutiques (et les pays riches qui les abritent), préserver les soins dans le secteur public (et répondre aux besoins de ses travailleurEs), s'appuyer sur les mobilisations, la richesse d'expériences des populations et une nouvelle organisation démocratique.

Philippe Michaud
Version longue dans *Inprecor*.

RENCONTRE

avec **Avec Jean-Paul Gaudillièvre, Caroline Izambert et Pierre-André Juven, auteurs de l'ouvrage**

Animée par Frank Prouhet, médecin et militant du NPA

SAMEDI 20 MARS

à 15 h 30 à la librairie la Brèche, 27, rue Taine Paris 12^e (M^o Daumesnil)

La discussion sera diffusée en même temps sur nos réseaux sociaux.

Les Nôtres



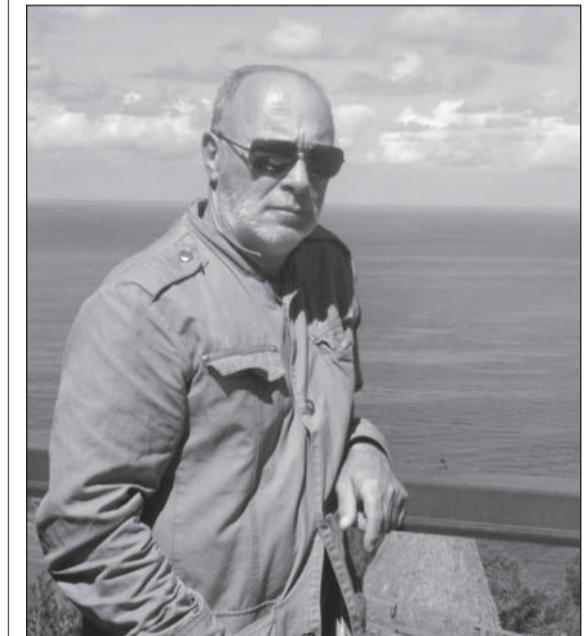
El Pelado

Nous le surnommions « El Pelado ». Il s'appelait Mario Raul Klachko. Fils de juifs ukrainiens émigrés en Argentine, né en 1945, El Pelado appartient à cette génération de révolutionnaires latino-américains qui s'est engagée corps et âme dans les années 1960 pour l'avènement d'un monde meilleur, égalitaire et plus humain.

Combat contre la dictature militaire

Enthousiasmé par la révolution cubaine et les appels internationalistes de Che Guevara, viscéralement réfractaire au stalinisme, il rejoint les rangs du PRT-el Combatiente (Parti révolutionnaire des travailleurs-le Combattant) et de l'ERP-Armée révolutionnaire du peuple, avec le révolutionnaire et guérillero argentin Mario Roberto Santucho. Lorsque le PRT s'engage sur une voie verticaliste et exclut les trotskistes membres de la IV^e Internationale, Pelado forme avec ces derniers la fraction rouge du PRT-ERP, dont il est un des dirigeants.

El Pelado combat la dictature militaire argentine. Il participe activement à la résistance politique et prend les armes, multipliant les coups d'éclat contre le régime : organisation et protection armée des grèves, « expropriations » de banques, attaques de prisons, enlèvements de grands patrons. Devenu homme à abattre et ennemi public numéro un dans son pays, Mario doit s'exiler à Paris où l'accueillent ses camarades de la Ligue communiste. Sans jamais renoncer à la perspective révolutionnaire, il revisite alors de manière critique cette épopee de lutte armée. Il poursuit ce bilan stratégique et ses remises en cause durant les années 1980, après un bref retour en Argentine, en dialoguant avec Nahuel Moreno et Hugo Blanco, révolutionnaires marxistes argentin et péruvien.



Une part de notre histoire

En France, El Pelado renoue avec sa formation d'architecte en devenant urbaniste. Il suit de près l'actualité sociale et politique et participe régulièrement aux activités militantes et politiques de la Ligue communiste. Il aide notamment ses camarades à comprendre le soulèvement révolutionnaire de 2001-2002 qui embrase l'Argentine. Dès qu'il le peut, il participe aux mobilisations sociales et politiques, comme celle de « Nuit debout » en 2016, dans sa commune de Pantin. Ses problèmes de santé se multipliant, les échanges se raréfient. El Pelado reste et restera une référence : celle d'un militant révolutionnaire qui a combattu et risqué sa vie pour ses convictions, dans l'Argentine des années 1970, sans jamais sombrer dans l'aveuglement et les impasses sectaires. Dans une interview accordée à *Pagina 12*, un magazine argentin, le 12 mars 2018, au cours de laquelle le journaliste lui demande de se définir, il répond : « Historiquement trotskiste ». Avec lui, c'est une part de notre histoire qui s'en va aussi. Nous pensons aux siens, à sa famille, à ses amis. À ses camarades aussi, les Argentins, les Basques et à ceux du monde entier. Et nous sommes fiers de compter parmi ceux-là.

Olivier Besancenot et François Sabado

Roman

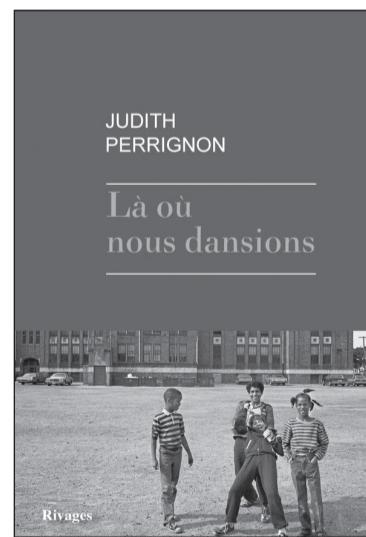
Là où nous dansions, de Judith Perrignon

Éditions Rivages 352 pages, 20 euros.

Judith Perrignon est journaliste et écrivaine, on lui doit notamment le magnifique *l'Intranquille*, écrit avec le peintre Gérard Garouste. Découvrant la ville de Detroit, Michigan, en 2010 à l'occasion d'un reportage, elle n'a de cesse d'y revenir et de la connaître. C'est par un roman qu'elle nous transmet cette passion et l'histoire de Detroit et de ses habitantEs.

Assassinat dans le Brewster Project

En 1935, Eleanor Roosevelt inaugure à Detroit le premier quartier de logements sociaux neufs et confortables pour les Afro-américainEs, le Brewster Project. Il fera leur fierté jusqu'à sa démolition au 21^e siècle. Judith Perrignon y situe son roman, entremêlant les époques et les générations. L'argument est l'enquête sur l'assassinat d'un jeune photographe inconnu, en fait dans la réalité le graffeur français Bilal Berreni, à qui le livre est dédié, à travers les voix croisées de la légiste, Sarah, et de l'enquêteur, Ira, tous deux issus du Brewster Project. Sarah et Ira s'investissent de façon obsessionnelle dans l'identification de cet artiste qui est mort d'avoir révélé la beauté et la violence de leur ville. Detroit et notamment le Brewster Project, à leur apogée, sont un creuset artistique dont sortent Diana Ross et les Supremes, Aretha



Un déroulé de l'histoire des États-Unis

À Detroit est inventé le fordisme, puissante technique capitaliste reposant sur le taylorisme, appliquée à une main-d'œuvre captive et sous-payée, noire surtout, et une production standardisée de masse. Le travail à la chaîne chez Ford, Chrysler, Packard... et la consommation de masse étaient nés. De 1900 à 1930, à son apogée, Detroit comptait 1,5 million d'habitantEs, elle devenait Motor City, Motown.

En 1932 le peintre muraliste mexicain, Diego Rivera, bien que communiste, peint à Detroit 27 tableaux muraux reprenant l'histoire de Ford. Un des paradoxes de cette ville alliant capitalisme flamboyant, mécénat artistique et créativité culturelle intense dans le domaine musical.

Vers 1950, la ville compte 1,8 million d'habitantEs, de plus en plus de noirEs, la première usine à fermer est Packard.

En 1967, des émeutes gigantesques font 43 morts et d'énormes dégâts. Le déclin est en marche.

En 1980 la ville est noire à 82%, le maire est noir depuis 1973, le taux de criminalité record.

Les usines ferment, la population tombe à 673 000 habitantEs. En 2013 la ville est déclarée en faillite. À partir de 2015, des promoteurs et des financiers mettent la main sur certains quartiers qui se gentrifient

et renaissent, cohabitant avec des zones du mouvement Do it Yourself, Fab-City, des jardins urbains, des Fab-Lab. Le capitalisme financier a remplacé le capitalisme industriel. Ce roman captivant nous projette un déroulé de l'histoire des États-Unis au 20^e siècle, grandeur et décadence du capitalisme industriel, racisme au long cours, créativité artistique et cynisme des financiers.

Catherine Segala

COMMANDÉZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax: 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi: 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

«C'est le carcan de la rentabilité capitaliste qui fait que le monde est privé de vaccins»

Entretien. Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) classait l'épidémie de Covid-19 comme une «pandémie». À l'occasion de ce triste anniversaire, nous nous sommes entretenus avec **Frank Prouhet**, généraliste et l'un des initiateurs de l'appel «Brevets sur les vaccins anti-covid, stop. Réquisition!».

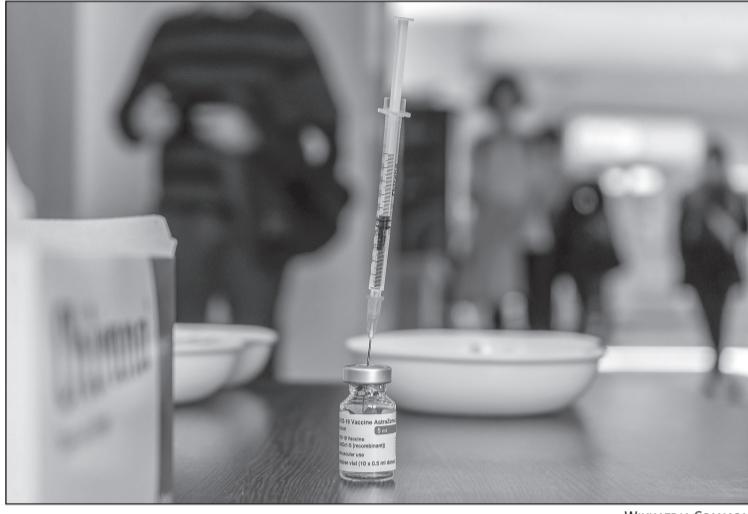
Un an de Covid... Où en est-on ?

Sauf en Asie, la pandémie garde toute sa force épidémique. Elle a déjà fait plus de 2,5 millions de morts, sans parler des millions de personnes qui vivent avec un covid long, qui dépriment – l'usage des anxiolytiques et anti-dépresseurs explose – et sans parler aussi des autres pathologies négligées. Elle révèle et aggrave les fractures des sociétés capitalistes, favorise une offensive bourgeoise contre nos emplois, salaires ou libertés, et frappe plus durement les plus pauvres, les plus exclus. En France, vers la fin du mois de mars, les 100 000 morts vont être dépassés. Mais du côté de la situation sanitaire, deux faits sont marquants. Le premier, c'est l'émergence massive de nouveaux variants dans les régions où la circulation virale est haute. Le deuxième, c'est l'arrivée de vaccins. Avec une véritable course de vitesse entre les deux. Les variants qui ont émergé à peu près simultanément au Brésil, en Angleterre, en Afrique du Sud, remplacent rapidement la souche historique. Ils sont plus contagieux, pas forcément plus mortels, mais ils relancent rapidement l'épidémie dans ces régions du monde, où ils risquent de submerger les systèmes de santé, avec la menace en France d'un troisième confinement. Les bourgeois, qui au pire nient la menace épidémique comme Jair Bolsonaro ou Trump, se satisfont au mieux d'un taux de circulation haut du virus, se contentant de bloquer la société quand la pandémie risque de s'embalier – c'est le «stop and go» de Macron – portent une lourde part de responsabilité dans l'émergence de ces variants.

Il est à souligner que pour l'instant, en Asie, où la circulation du virus est basse, on ne note pas d'apparition de variants plus contagieux. Cela favorise le basculement du monde vers l'Asie, dans un cadre de concurrence interimpérialiste aggravé. Ces variants interrogent la notion d'immunité collective bâtie soit sur la maladie, avec ses millions de morts, soit sur la vaccination. Manaus au Brésil, une gigantesque mégapole de deux millions d'habitants plantée au milieu de l'Amazonie, avait déjà connu une première vague dévastatrice. La revue *Nature* estimait même que 70% de la population avait des anti-corps. L'immunité collective devait être atteinte. L'apparition du variant dit de Manaus va bousculer cette certitude, relancer une nouvelle puissante vague épidémique, et l'on a revu cette course effrénée aux bouteilles d'oxygène dans un pays au système de santé laminé par l'austérité et le FMI, dont les dirigeants vont jusqu'à nier la gravité du virus.

Mais il y a tout de même la bonne nouvelle des vaccins ?

«Si les vaccins étaient déjà des biens publics, nous n'aurions pas de vaccins contre le Covid. C'est la compétition capitaliste, l'excitation de l'investissement qui l'ont permis». C'est le refrain des défenseurs de l'industrie pharmaceutique, un secteur clef du capitalisme, avec des taux de rentabilité autour de 25%. Nous devons répondre au contraire que c'est la mise dans le domaine public sans brevet du code génétique du



WIKIMEDIA COMMONS

virus, la recherche publique sur les vaccins à ARN, l'argent public de la socialisation des investissements à travers notamment les pré-achats, en bref le socialisme en germe malgré lui sous le capitalisme, qui ont permis la découverte de vaccins anti-covid. Et que c'est le carcan de la rentabilité capitaliste, ses brevets, sa réduction des capacités de production pour produire à flux tendu pour les marchés solvables, qui fait que malgré ces découvertes, le monde est privé de vaccins, que l'apartheid vaccinal règne. C'est pourquoi les mobilisations pour des vaccins biens publics mondiaux, la réquisition des entreprises, sont si importantes. Les vaccins disponibles diminuent la gravité du covid, mais réduisent aussi la transmission et donc le risque de variants plus graves. Le refus de Macron à l'OMC de lever les brevets est criminel.

Que penses-tu de la stratégie «zéro covid» (confinements, quarantaine et isolements stricts) ?

La stratégie «zéro covid» s'oppose au *business as usual* de Trump et Bolsonaro qui laisse courir le virus pour garantir les profits. Mais elle s'oppose aussi au «stop and go», qui laisse le virus circuler à un haut niveau, et bloque quand le système de santé risque d'être dépassé, équilibre instable de pressions sociales contradictoires. Ceux d'en bas veulent être protégés du virus, ceux d'en haut veulent malgré tout garantir leurs profits ou limiter leurs pertes. La stratégie «zéro covid» propose de bloquer fortement la société jusqu'à réduire à un niveau extrêmement bas la circulation virale, pour pouvoir dans un deuxième temps rouvrir largement tout en testant et isolant massivement dès qu'un cas est retrouvé.

Du point de vue sanitaire, évidemment cette question se pose. Pour réduire le nombre de morts et éviter l'apparition de variants plus agressifs, que la haute circulation virale favorise. C'est d'ailleurs spontanément le sentiment qui dominait lors de la première vague. Quand les salariés, la population, non seulement acceptait, mais poussait à la fin des productions inutiles, en utilisant la grève (pourquoi produire des navires de croisière aux Chantiers de l'Atlantique, des nacelles d'avion de combat chez Safran) ou le droit de retrait. Le problème, c'est que la gestion de la pandémie a miné l'acceptation sociale de cette stratégie, qui suppose trois choses: de la démocratie, des

citoyen. Mais aussi sur une politique de tests, d'information et d'isolement fabriquée avec les usagers, en généralisant les équipes de type Covisam (toujours promises, jamais généralisées) et les mobilisations communautaires, sur la garantie des revenus et de logement, sur des investissements massifs pour le système de santé, une campagne rapide de vaccination rendue possible par la fin des brevets et la réquisition.

Les USA et l'Union européenne préparent des plans de relance massifs, avec des milliards d'investissements.

Le paradoxe de cette crise, c'est que les relances de la bourgeoisie favorisent les secteurs qui sont à l'origine de la pandémie et de sa gestion désastreuse : l'agrobusiness et la perte de la biodiversité qui favorisent l'apparition de futures pandémies ; l'émergence d'un capitalisme numérique de contrôle social autoritaire, alors que seule une auto-organisation et une santé communautaire sont efficaces ; le monde d'Amazon et plus largement des Gafam, qui prend du pouvoir sur nos vies. Alors que les milliards d'investissements devraient accroître la biodiversité et la santé animale contre l'agrobusiness, réduire le temps de travail, socialiser les productions utiles, investir dans l'école et les services publics, donner du pouvoir dans les lieux de travail, d'étude, de loisir pour réduire les contaminations. Cela réduirait d'ailleurs aussi le réchauffement climatique. Le mouvement ouvrier a été rejeté sur la défensive, on le voit avec le gel du Hirak en Algérie ou du mouvement démocratique à Hong Kong. Mais le réveil du Hirak semble montrer que le feu couve. Après la pandémie, le FMI met en garde contre une explosion sociale. À nous de la construire.

Propos recueillis par la rédaction

L'image de la semaine



Vu ailleurs

C'EST QUI LES FRAUDEURS ? Selon un «rapport confidentiel» de l'Inspection générale des finances, la TVA fait l'objet d'une «fraude massive en France sur les plateformes de e-commerce», dont Amazon, même si la firme américaine n'est pas citée. Des signalements ont été faits auprès du Parquet national financier. Consacré à la «sécurisation du recouvrement de la TVA», ce document de l'Inspection générale des finances (IGF) est resté longtemps secret – sur la page de garde, il porte d'ailleurs toujours cette mention : «Rapport confidentiel» – mais, comme certaines de ses données statistiques ont été mises sur la place publique, notamment par l'association Attac, il est désormais accessible en ligne. Et c'est pour le moins opportun, car ce document vient confirmer, chiffres spectaculaires à l'appui, que la TVA fait l'objet d'une «fraude massive en France sur les plateformes de e-commerce [commerce en ligne]».

Aucun des grands acteurs de ce secteur économique, dont les géants Amazon, Cdiscount, eBay ou encore Wish, n'est nommément cité, mais on comprend vite que ce sont eux qui sont visés. Et la mise en cause est gravissime, puisque l'ampleur de la fraude se résume à cette statistique ahurissante : «Les enquêtes de la Direction nationale des enquêtes fiscales (DNEF) ont mis en évidence que 98% des sociétés opérant sur les places de marché contrôlées n'étaient pas immatriculées et ne payaient pas de TVA (enquête réalisée en 2017, vérifiée en mai 2019)», révèle l'IGF. [...]

Pour le débat public, ces données sont donc de première importance, car elles viennent confirmer ce que de nombreuses associations citoyennes et certains élus disent, à savoir que le gouvernement, s'il se donnait véritablement les moyens de lutter contre la fraude fiscale, disposerait de ressources considérables pour réduire les déficits publics. Et réduire au passage, comme le dit l'IGF, les formidables distorsions de concurrence que cette fraude génère entre les géants de la vente en ligne et les autres acteurs nationaux. [...]

Laurent Mauduit, «E-commerce : 98% des vendeurs étrangers fraudent la TVA», *Mediapart*, 8 mars 2021.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12 € = 3 MOIS
D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenu et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Hebdo +	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €
Mensuel			<input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER

Joindez la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@nspac2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenu et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo 17,5 € par trimestre Mensuel 12,5 € par trimestre Hebdo + Mensuel 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo 12,5 € par trimestre Mensuel 10 € par trimestre Hebdo + Mensuel 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :

Adresse : Ville :

Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN : BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte conformément aux instructions. Vous bénéficierez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS : FR43ZZZZ554755

Date : Signature obligatoire :

www.nspac2009.org